

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Accord-cadre institutionnel Suisse-UE

## Volonté de contourner de gré ou de force la reprise obligatoire du droit de l'UE

A l'approche des élections – session d'automne 2019

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

Le 20 octobre, nous Suisses élirons les nouveaux membres du Conseil national et, dans la plupart des cantons, également ceux du Conseil des Etats. Auparavant a lieu la session d'automne des Chambres fédérales de trois semaines entre le 9 et le 27 septembre, qui sera dominé par les élections. C'est pourquoi de nombreux partis ont de gré ou de force essayé de contourner la question suprême, l'accord-cadre institutionnel entre la Suisse et l'UE, afin de ne pas devoir prendre position avant les élections. Dans le même ordre d'idées, la décision de verser 1,3 milliards de francs supplémentaires au Fonds de cohésion de l'UE a été reportée à la session de décembre. Les relations entre la Suisse et l'UE ne peuvent cependant pas être complètement évincées. Le Conseil national discutera de l'initiative de limitation, le Conseil des Etats traitera de la proposition d'un petit groupe de Conseillers aux Etats visant à rejeter l'accord-cadre avec l'UE. Ces deux modèles seront présentés ici.

Sujet du 16 septembre au Conseil national

### «L'initiative de limitation» – oui à la souveraineté de la Suisse

Le 16 septembre, le Conseil national se prononcera sur l'initiative populaire de l'UDC «Pour une immigration modérée (initiative de limitation)». Elle a été lancée en janvier 2018 et les 100 000 signatures nécessaires ont été déposées déjà en juillet 2018. Cette initiative fait suite à l'initiative «Contre l'immigration en masse» adoptée en 2014 par le souverain, mais non mise en œuvre par le Parlement. Elle appelle à une réglementation indépendante de l'immigration; à cette fin, l'accord sur la libre circulation des personnes avec l'UE doit être suspendu ou, si nécessaire résilié dans l'année suivant son adoption.<sup>1</sup>

En effet, la population permanente de la Suisse est passée d'environ 7,1 millions en 2000 (entrée en vigueur de l'Accord de libre circulation des personnes ALCP) à 8,5 millions à la fin de 2018 et continuera à augmenter. 25,1% de la population totale sont des étrangers.<sup>2</sup> En conséquence, la construction des rares surfaces constructibles et l'expansion continue de l'infrastructure augmentent obligatoirement à un rythme rapide. Quiconque s'inquiète de l'augmentation de la consommation des ressources et des polluants devrait soutenir l'initiative de limitation.

En dépit de ces corrélations, les mêmes cercles soutenant la campagne en faveur de l'accord-cadre s'opposent à l'initiative. Les partis politiques n'ont pas encore émis de prises de position concernant l'initiative de limitation, les assemblées des délégués respectifs se prononceront en temps utile. Pour l'instant, nous nous limiterons donc à l'analyse de l'opposition du Conseil fédéral et de l'Opération Libero. Ils fournissent suffisamment de manière à réflexion.

### Les contre-arguments du Conseil fédéral sont remarquables à plusieurs égards

D'une part, le Conseil fédéral justifie son opposition avec les «besoins de l'économie», car la libre circulation des personnes, «permet aux employeurs de recruter de la main-d'œuvre qualifiée dans l'espace UE/AELE de manière rapide et souple, avec une charge administrative réduite». En outre, le Conseil

«Pour le Conseil fédéral, les «besoins de l'économie» consistent avant tout à ce que les entreprises pourvoient leurs postes sans difficulté. Les mesures d'accompagnement que les organisations syndicales et patronales ont négociées [...] contre le dumping salarial seraient, en revanche, caduques avec l'accord-cadre prévu ou du moins fortement édulcorées.»

fédéral affirme que l'immigration n'aurait «pas entraîné d'augmentation du recours aux prestations de l'aide sociale» et qu'il «utilise les mesures d'accompagnement existantes».<sup>3</sup>

Pour le Conseil fédéral, les «besoins de l'économie» consistent avant tout à ce que les entreprises pourvoient leurs postes sans difficulté. Les mesures d'accompagnement que les organisations syndicales et patronales ont négociées entre elles avant la conclusion de l'accord sur la libre circulation des personnes en matière de protection contre le dumping salarial seraient, en revanche, caduques avec l'accord-cadre prévu ou du moins fortement édulcorées. C'est une affirmation audacieuse que l'immigration excessive n'a pas conduit à davantage de bénéficiaires de l'aide sociale! Les statistiques et les reportages des médias parlent une langue différente. En outre, la directive citoyenneté de l'Union, qui s'appliquerait également à la Suisse en vertu de l'accord-cadre, faciliterait

«Le Conseil fédéral a demandé des clarifications à Bruxelles sur trois points de l'accord institutionnel (les aides d'Etats, la protection des salaires et la directive sur la libre circulation des citoyens de l'Union), mais a visiblement, et sciemment, omis d'évoquer les deux questions centrales, à savoir la reprise dynamique, c'est-à-dire automatique et obligatoire, du droit européen et la compétence de la Cour de justice de l'UE.»

l'accès des immigrants à nos services sociaux. Finalement, le Conseil fédéral fait une remarque absurde: il désire uniquement «autant d'immigration que nécessaire»! C'est précisément ce que les auteurs de l'initiative de limitation veulent atteindre – mais avec l'accord sur la libre circulation des personnes, c'est tout simplement impossible.

D'autre part, le Conseil fédéral répète pour la énième fois que toute dénonciation unilatérale de l'ALCP «entraînerait l'extinction des six Accords bilatéraux I en raison de la clause dite guillotine».<sup>3</sup> Une fois de plus, il montre ainsi de quel côté de la table il se place habituellement dans les négociations avec Bruxelles. Si le négociateur accepte déjà à l'avance ce à quoi l'autre partie pourrait aspirer, il a déjà perdu.

Au sujet de la «clause dite guillotine», souvent mentionnée, le président de l'UDC Albert Rösti explique: «Je pense que l'UE va prendre part aux négociations parce qu'elle tire de grands avantages des six accords en question. En cas d'échec, la perte des six accords doit être acceptée. Le traité le plus important pour les exportations, l'Accord de libre-échange de 1972, n'est pas concerné.»<sup>4</sup>

«Nous défendons notre liberté en n'étant pas politiquement intégrés dans l'UE, n'est-ce pas? Mais l'Opération Libero a évidemment une toute autre «liberté» en vue.»

**Confusion des termes: l'Opération Libero «défend notre liberté en Europe»**  
«Veux-tu défendre notre liberté en Europe? Sois un Cœur vaillant [«Braveheart»] et aide-nous à couler l'initiative de limitation.» Voilà le slogan que l'Opération Libero a lancée en janvier 2019, lorsque la collecte des 100 000 signatures pour l'initiative de limitation fut lancée, pour trouver elle-même 100 000 adversaires s'inscrivant en ligne.

Les antécédents discutables du mouvement politique Opération Libero ont été présentés dans notre édition n° 18.<sup>5</sup> Il révèle ses objectifs sur sa page d'accueil: L'Opération Libero s'est levée comme un phénix des cendres du Nomes (Nouveau mouvement européen Suisse) et a écrit sur son drapeau comme autrefois: «La Suisse doit enfin discuter sa position en Europe sans œillères [...]». Mis à jour, cela signifie: «Il est possible qu'un traité bilatéral élargi [sous-entendu l'accord-cadre institutionnel, mw] puisse régler les ques-

dance et la sécurité du pays. Renvoi à l'UE de l'accord-cadre institutionnel».

Une poignée de conseillers aux Etats a fait ce que de nombreux Suisses souhaitaient: Peter Föhn (UDC SZ) et cinq cosignataires ont présenté en juin une motion de renvoi à l'UE de l'accord-cadre. Ainsi, ils passent outre les directives données par les autres partis.

Texte de la motion 19.3746: «Le Conseil fédéral est invité à ne conclure avec l'UE ou d'autres Etats aucun accord bilatéral ou multilatéral imposant une reprise dynamique, c'est-à-dire automatique et obligatoire, du droit ou qui prévoit que les litiges soient réglés par la juridiction d'une autre partie. En effet, de telles clauses sont profondément contraires aux principes généraux énoncés au début de la Constitution (art. 2 al. 1: «La Confédération suisse protège la liberté et les droits du peuple et elle assure l'indépendance et la sécurité du pays.»)»

Extraits du développement: «Le Conseil fédéral a demandé des clarifications à Bruxelles sur trois points de l'accord institutionnel (les aides d'Etats, la protection des salaires et la directive sur la libre circulation des citoyens de l'Union), mais a visiblement, et sciemment, omis d'évoquer les deux questions centrales, à savoir la reprise dynamique, c'est-à-dire automatique et obligatoire, du droit européen et la compétence de la Cour de justice de l'UE. Avec cet accord, les Suisses perdraient leur souveraineté dans leur propre pays et ne pourraient plus déterminer leur manière de vivre ensemble selon les règles de la démocratie directe.

Il convient d'expliquer à l'UE, de manière cordiale et sans équivoque, que la Suisse tient à avoir de bonnes relations bilatérales d'égalité à égalité, mais qu'elle ne peut pas signer un accord contraire à sa Constitution, laquelle garantit l'indépendance du pays et les droits du peuple. [...]»

### Cultiver la pensée cloisonnée ou politiser honnêtement?

Une question urgente se pose: les membres de notre parlement veulent-ils continuer à cultiver la pensée cloisonnée ou est-ce que les Conseillers d'Etats (et plus tard les Conseillers national) se donnent-ils une «poussée» et se joignent à cette intervention? En tant que citoyens, nous devrions examiner de près qui nous voulons élire le 20 octobre: pas des tacticiens qui accrochent leurs drapeaux au vent, mais des personnalités droites et honnêtes. Il en existe dans tous les partis.

Sujet du 17 septembre au Conseil des Etats

### Renvoi de l'accord-cadre institutionnel à l'UE

«La Confédération suisse protège la liberté et les droits du peuple et assure l'indépen-

<sup>1</sup> Cf.: [www.initiative-de-limitation.ch/texte-de-linitiative](http://www.initiative-de-limitation.ch/texte-de-linitiative)

<sup>2</sup> <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/population/effectif-evolution/age-etat-civil-nationalite.html>

<sup>3</sup> «Le Conseil fédéral dit non à l'initiative de limitation». *Communiqué de presse du Conseil fédéral* du 7/6/19

<sup>4</sup> «Es gibt keine halbe Unabhängigkeit». Interview d'Albert Rösti, président de l'UDC, in: *St. Galler Tagblatt* du 4/9/19

<sup>5</sup> «Quelle liberté nous apporte l'Opération Libero?», in: *Horizons et débats* n° 18 19/8/19 août

<sup>6</sup> «Operation Libero sucht 100 000 Nein-Sager!», in: *Blick* du 22/9/18

# Penser de manière indépendante, agir humainement, établir les bases pour davantage de démocratie directe

Un commentaire suite aux élections parlementaires des Länder de Brandebourg et de Saxe

par Karl Müller

Le 1<sup>er</sup> septembre, les Länder est-allemands de Brandebourg et de Saxe ont élu un nouveau Parlement. Comme prévu et prédit dans les sondages, l'*Alternative pour l'Allemagne* (AfD) a été en mesure d'enregistrer une très forte avancée. Elle a obtenu plus de 20% des voix dans les deux Länder. C'est maintenant le deuxième parti dans les deux Etats fédéraux. Les partis précédemment au pouvoir, le SPD et la CDU, ont dû accepter d'importantes pertes de voix et ne restent les partis le plus forts, par une faible marge, que là où ils détiennent actuellement le poste de ministre-président – le SPD dans le Brandebourg et la CDU en Saxe. Le Parti de gauche «Die Linke» a également subi de lourdes pertes. Les Verts «Bündnis 90/Die Grünen» n'ont pas atteint leurs attentes.

## Aucun signe de stabilité et de paix intérieure

Dans les jours qui ont suivi les élections, il y a eu beaucoup d'analyses et de commentaires. Ici, nous examinons un seul aspect, à savoir le fait que ces élections allemandes ne sont pas un signal de stabilité et de paix intérieure. Au contraire, l'Allemagne est de plus en plus confrontée à un dilemme politique. Le fait que de moins en moins de citoyens aient confiance dans les partis ayant jusqu'à présent dirigé le gouvernement allemand, a des raisons très réelles et est facile à comprendre. Ce n'est en aucun cas le résultat d'humeurs quelconques ou de propagande. Contrairement à beaucoup de préjugés, l'auteur de ces lignes a fait l'expérience que beaucoup d'Allemands dans l'est du pays sont politiquement très éveillés, ont une façon autonome et spécifique de penser et d'agir, et sont allergiques aux aspirations totalitaires. Il n'est donc pas surprenant qu'ils tournent davantage le dos aux partis au pouvoir que dans la partie occidentale du pays. Il faut plutôt se demander pourquoi les Allemands de l'Ouest sont prêts à endurer autant de la part de la politique. Il est, en effet, compréhensible qu'il y ait des gens en Allemagne de l'Est qui espèrent provoquer une politique plus adaptée de la part des partis au pouvoir en exprimant leur protestation par leur vote pour l'AfD. Cependant, il reste également très discutables si l'AfD est vraiment une alternative pour l'Allemagne ou du moins si elle sera capable d'en préparer le chemin.

## Quels partis peuvent prendre de l'importance en Allemagne?

Selon certaines indications<sup>1</sup>, il n'y a jamais eu de nouveaux partis de quelque importance s'étant formés en République fédérale d'Allemagne contre la volonté des Etats-Unis.<sup>2</sup> On peut aussi le formuler différemment: quel est le spectacle politique

réellement joué, dans lequel les citoyens ne sont pas uniquement spectateurs, mais – sans s'en rendre compte – également acteurs?

Dans *Horizons et débats* n° 19 du 2 septembre, l'auteur de ces lignes se réfère à un livre de deux auteurs écossais sur les préparatifs de la Première Guerre mondiale et en particulier sur les mécanismes de pouvoir d'une «élite secrète» et leur influence sur la politique étrangère de la Grande-Bretagne et des Etats alliés.

De nos jours l'influence prise de l'extérieur sur la politique intérieure des Etats est toujours présente – et pas seulement à l'aide de services de renseignement étatiques. Le rôle de médias et d'ONG télévisés de l'extérieur est entre temps assez bien connu. Cela n'est pas moins vrai pour les partis politiques – notamment dans un pays comme l'Allemagne, qui n'a pas été autorisé à être politiquement souverain depuis plus de 100 ans.

## Des intérêts puissants contre l'Allemagne?

Une réflexion appropriée sur les résultats des élections dans l'actuelle Allemagne devrait donc également prendre en compte la politique mondiale et le rôle attribué à l'Allemagne. On peut en arriver à la conclusion qu'il existe de puissants intérêts étrangers ne voulant plus d'une Allemagne stable et pacifique à l'interne. Seuls quelques points peuvent être considérés ici.

- Une Allemagne économiquement prospère, mais qui n'est pas prête à redistribuer sa richesse dans l'Union européenne n'est pas acceptée dans tous les pays européens. Et certainement pas une Allemagne souveraine. On préfère éveiller des images historiques ... pour une nouvelle «diabolisation de l'Allemagne». Avec leurs grands airs et leurs ambitions hégémoniques, certains politiciens allemands y ont contribué. Cela va de la déclaration qu'à présent l'Europe parlera allemand (dixit l'ancien chef du groupe parlementaire de la CDU *Volker Kauder*), à la menace contre la Suisse d'y «envoyer la cavalerie» (dixit l'ancien ministre des Finances du SPD *Peer Steinbrück*) et la politique allemande concernant l'euro jusqu'à la pression massive d'*Angela Merkel* sur les autres pays de l'UE pour imposer sa politique de migration illégale.
- Egalement aux Etats-Unis, il existe des personnes ne voulant pas d'une Allemagne prospère et politiquement stable. Aujourd'hui encore, certains influents cercles américains adhèrent à la théorie de l'Anglais *Halford Mackinder* formulée avant la Première Guerre mondiale et croient que pour assurer la suprématie des puissances navales anglo-saxonnes, ils doivent empêcher une grande puissance

terrestre eurasiennne, notamment l'alliance d'une Allemagne (ou/et de la Chine) économiquement et technologiquement forte avec la Russie si riche en ressources naturelles. Le discours de *George Friedman* devant le *Chicago Council on Global Affairs* au début de février 2015 n'a pas été éphémère. Friedman y déclarait que les Etats-Unis s'efforçaient depuis 1871 d'empêcher une alliance de l'Allemagne et de la Russie, et que *l'Allemagne restait un facteur d'incertitude dans la politique mondiale américaine*. Pour ces cercles, il serait préférable que l'Allemagne reste un vassal des Etats-Unis pouvant être militairement mise en position contre la Russie. Une alliance des deux pays pourrait ainsi à nouveau être empêchée et les deux pays resteraient affaiblis. Il serait donc opportun de faire pression sur une Allemagne tentée de s'opposer à un tel rôle.

- Les relations de la Russie avec l'Allemagne seront ambivalentes. En tant que partenaire, la Russie souhaite une Allemagne politiquement stable et économiquement prospère. Mais la Russie n'a aucun intérêt à être confrontée à une Allemagne ennemie forte.

## La résignation n'est pas de mise

Est-ce une raison pour se livrer à la résignation? Non! Il est certes peu probable que les conditions politiques en Allemagne s'amélioreront à courte échéance grâce aux élections. Les structures de pouvoir, leur impact et les réseaux associés ne disparaîtront pas du jour au lendemain. Mais suite à une bonne analyse de la situation, il est possible de développer des voies par lesquelles de réels progrès sont possibles.

Dans ce contexte, il est très important de développer progressivement un véritable contrôle du pouvoir, émanant des citoyens responsables, c'est-à-dire des pas vers davantage de démocratie directe.<sup>3</sup> Cependant, la démocratie directe ne peut contribuer au contrôle du pouvoir uniquement si les citoyens vivent selon leur dignité. Cela exige un sentiment d'équivalence, un certain degré d'identification et de responsabilité à l'égard de la communauté dont on fait partie. La transmission de ces valeurs est une tâche essentielle de l'éducation parentale et de l'enseignement scolaire. On ne saurait surestimer l'importance de ces deux facteurs sur la vie d'une démocratie. Mais cela signifie mettre à l'épreuve les réformes scolaires des dernières décennies, remettre en question la financiarisation du système scolaire et universitaire, surmonter l'hégémonie culturelle des fausses théories et conceptions de l'homme et ainsi de suite.

## Démocratie directe et formation du cœur

La formation de la jeunesse doit inclure la formation du cœur. Toutes connaissances sans humanité mènent trop souvent à la recherche du pouvoir. Quel est l'antidote? Les grandes religions du monde parlent de l'amour du prochain et des commandements concernant la vie en communauté qui en découlent. Tout cela n'a rien perdu de son sens. Les sciences humaines ont scientifiquement fondé et concrétisé ces messages de foi.

Enfin et surtout, il s'agit également de ne pas tomber dans le piège de la manipulation. La préparation et la diffusion d'informations véridiques et humaines sont un autre bon antidote. C'est pourquoi les citoyens ont besoin de médias indépendants. Les médias représentant les porte-paroles des cercles dirigeants ne sont d'aucune aide.

Avec leur unique voix pour un parti ou pour un candidat, les citoyens ne pourront guère obtenir de résultats constructifs dans un avenir prévisible et une telle situation révèle un triste signe de l'état de la démocratie allemande. Serait-ce plus prometteur si de nombreux citoyens non affiliés à un parti politique se présenteraient comme candidats dans les circonscriptions? Probablement, mais uniquement s'ils obtiennent un fort soutien de la part de leurs concitoyens. Cela pourrait également contribuer à davantage de démocratie directe.

<sup>1</sup> Immédiatement après la Seconde Guerre mondiale, c'était évident. Chaque parti devait être admis par la puissance occupante. Mais aussi pour la formation ultérieure de partis, il y a des indications claires d'une dépendance des Etats-Unis. *Jutta Dittfurth* l'a décrit pour les Verts ouest-allemands dans son livre «Krieg, Atom, Armut. Was sie reden, was sie tun: Die Grünen» [Guerre, nucléaire, pauvreté. Ce qu'ils disent, ce qu'ils font: les Verts], *Willy Wimmer* l'a décrit concernant les nouveaux partis de «droite» dans ses deux livres «Deutschland im Umbruch. Vom Diskurs zum Konkurs – eine Republik wird abgewickelt» [Transformation de l'Allemagne. Du discours à la faillite – une république en voie de liquidation] et «Und immer wieder Versailles. Ein Jahrhundert im Brennglas» [Encore et encore Versailles. Un siècle sous la loupe].

<sup>2</sup> Ici le terme «Etats-Unis» ne comprend ni les citoyens du pays, ni uniquement le gouvernement. Il s'agit ici plutôt des forces et des cercles dans le pays, que certains nomment l'«Etat profond». Dans de nombreux domaines, ils ont à long terme davantage d'influence sur la politique du pays que les gouvernements constamment changeants. On peut également y ajouter les services secrets, les réseaux transatlantiques et le complexe militaro-industriel.

<sup>3</sup> Un exemple du contrôle du pouvoir par la démocratie directe est la possibilité de lancer un référendum contre une loi votée par le Parlement afin d'exiger un vote populaire sur cette loi. La simple possibilité de l'aboutissement d'un référendum et du vote populaire qui s'en suit obligatoirement a un effet préventif sur une légifération s'éloignant de plus en plus de la volonté du peuple.

# Opportunité d'un retrait des troupes étrangères

par Eberhard Hamer, Allemagne



Eberhard Hamer (photo mad)

Les Etats-Unis veulent forcer l'Allemagne à déboursier des contributions militaires plus élevées pour l'OTAN-US (ce que les deux ministres de la défense ont immédiatement accepté). Au lieu de 36 milliards d'euros, nous allons donc dépenser 72 milliards d'euros pour l'achat d'équipements militaires aux Etats-Unis. Pour faire pression, le président américain et son ambassadeur à Berlin ont menacé de transférer en Pologne une partie des 50000 soldats américains et leurs assistants.

Horreur générale des atlantistes allemands! Seuls les deux partis «Die Linke» et «AfD» [«La Gauche» et «l'Alternative pour l'Allemagne»] ont marqué leur accord.

Quel avantage les soldats américains en Allemagne ont-ils pour nous?

Ils ont une double fonction en Allemagne: d'abord, en tant que troupes d'occupation, à l'origine selon le statut d'occupation puis prolongé par le Traité de Moscou (1990) afin d'assurer la suprématie américaine sur l'Alle-

Allemagne. Par conséquent, elles sont également extraterritoriales et ne sont pas soumises aux lois allemandes ni au commandement allemand.

Puis, le deuxième objectif était la protection militaire de l'Allemagne contre une éventuelle attaque venant du bloc de l'Est. Que cet avantage pour l'Allemagne soit toujours valable est une question controversée. Tous les partis du bloc de l'Ouest continue à affirmer l'agressivité de la Russie et de *Poutine* en prétendant un danger militaire constant pour l'Allemagne et l'Europe. L'«AfD» et «Die Linke», par contre, ne perçoivent pas *Poutine* comme un agresseur, mais au contraire les Etats-Unis comme un agresseur contre la Russie suite à l'élargissement vers l'Est de l'OTAN, le réarmement et le déploiement de troupes aux frontières de l'Est.

L'Institut des PME de Basse-Saxe [«Mittelstandsinstitut Niedersachsen»] souligne également que l'Allemagne est entourée de voisins pacifiques mais aussi vers l'Est par un corridor de voisins pacifiques (Pologne, Hongrie), de sorte que même la mauvaise gestion militaire de l'ancienne ministre de la Défense, *Mme von der Leyen*, ne nous nuit pas vrai-

ment, car notre Bundeswehr ne sera pas du tout utilisée pour des opérations internes ou pour un déploiement à nos frontières, mais uniquement de manière abusive pour des opérations à l'étranger sur ordre américain ou international. En fait, nous n'avons aucun besoin d'une Bundeswehr. Ce qu'il nous faut est une Bundespolizei forte, pour protéger les frontières et garantir la sécurité à l'intérieur du pays. La sécurité extérieure doit être garantie par des accords et une politique de paix.

Ce n'est pas pour rien que les Américains ont concentré leurs troupes européennes avant tout en Allemagne. En vertu du Traité de Moscou (1990), l'Allemagne doit les financer à hauteur d'environ 5 à 6 milliards d'euros par an. L'Allemagne finance même les hôpitaux et les infrastructures ainsi que l'espionnage contre elle-même.

Si une partie des troupes américaines était retirée d'Allemagne, ce serait très certainement un soulagement financier pour nous.

Mais cela aurait encore un autre avantage: comme le comportement des Etats-Unis concernant le gazoduc *Nord Stream 2*, essentiel pour nous, et comme le montrent les constantes directives de comportement de

l'ambassadeur américain, les Etats-Unis nous considèrent toujours et encore comme une colonie, qui est dirigée non seulement selon ses souhaits, mais aussi pour son bien. Une occupation forte, notamment avec des armes nucléaires, est l'épine dorsale de la puissance militaire et économique américaine, comme dans plus de 100 autres pays du monde. Si cette puissance militaire est réduite, le pouvoir de chantage des forces d'occupation diminuera également.

Le fait d'avoir toujours des troupes d'occupation américaines, 70 ans après la guerre, est dû également au refus des Etats-Unis de conclure un traité de paix avec l'Allemagne. En pratique, nous ne sommes pas en guerre, mais toujours en état de guerre, ce dont notre gouvernement doit constamment tenir compte, mais cela est couvert délibérément par le gouvernement et les médias.

Nous devrions donc considérer la menace américaine de retirer ses troupes comme une opportunité et exhorter les Américains à déplacer leurs troupes et de conclure enfin un traité de paix avec nous, afin de nous procurer une pleine souveraineté.

(Traduction *Horizons et débats*)

# La force de la diplomatie et du partenariat

## 5<sup>e</sup> Forum économique oriental (FEO) du 4 au 6 septembre à Vladivostok

Contribution rédactionnelle de la Strategic Culture Foundation\*

Plusieurs pays ont participé cette semaine au Forum économique oriental (FEO) annuel à Vladivostok. La réunion montre l'impact du pouvoir de la diplomatie et du partenariat dans le développement multilatéral. Si seulement les puissances occidentales pouvaient en tirer une leçon.

D'autant plus que de nombreux pays participants du FEO sont depuis longtemps en proie à des conflits, entre autres: Russie avec le Japon, Corée du Sud avec la Corée du Nord, Chine avec l'Inde, Mongolie avec le Japon. Mais la volonté de ces pays de s'engager dans la promotion du développement mutuel est un signe certain des avantages et de l'efficacité de la diplomatie et du multilatéralisme.

L'objectif principal du FEO – qui en est à sa cinquième édition – est d'attirer les investissements et le développement en Extrême-Orient russe. Mais l'ambitieux plan régional promet également un grand potentiel pour l'ensemble de la région. L'ancien ambassadeur de Singapour en Russie, *Michael Tay*, l'a dit cette semaine: «L'Extrême-Orient russe est l'une des opportunités les moins découvertes pour la plupart des gens d'affaires.»

Cette semaine, le président russe *Vladimir Poutine* a signé des partenariats stratégiques globaux distincts avec ses homologues indien et mongol.

L'Indien *Narendra Modi* et le Mongol *Khaltmaagiin Battulga* ont tous deux noté que «les relations avec la Russie sont au plus haut niveau».

\* *Strategic Culture Foundation* (SCF) offre une plateforme d'analyse, de recherche et de commentaires politiques exclusifs sur les affaires eurasiennes et mondiales. Nous couvrons les questions politiques, économiques, sociales et sécuritaires dans le monde entier. Depuis 2005, notre revue a publié des milliers de mémoires analytiques et de commentaires avec les points de vue uniques de nos collaborateurs indépendants. La SCF s'efforce d'élargir et de diversifier les discussions d'experts en se concentrant sur les aspects cachés de la politique internationale et de la pensée non conventionnelle. Profitant de la puissance croissante d'Internet, nous œuvrons à diffuser des informations fiables, une pensée critique et des idées progressistes.



La réunion plénière du Forum économique oriental (FEO) à Vladivostok, le 5 septembre 2019, avec les participants *Sergey Brilev*, *Shinzo Abe*, *Narendra Modi*, *Vladimir Poutine*, *Khaltmaagiin Battulga* und *Mahathir Mohamad*.  
(photo Roscongress Foundation, Vyacheslav Viktorov)

M. Poutine a également accueilli le Premier ministre japonais *Shinzo Abe* lors de sa visite de trois jours en Russie, y compris sa participation au Forum de Vladivostok.

Les dirigeants russes et japonais ont déclaré qu'ils espéraient faire avancer les négociations sur le conflit territorial de longue date concernant les Kouriles.

L'Inde et la Corée du Sud ont également annoncé qu'elles noueraient un partenariat important entre leurs flottes respectives.

De toute évidence, les relations multilatérales prospèrent grâce au développement mutuel et à la coopération pacifique lorsque les Etats pratiquent la diplomatie et le respect mutuel. Des milliards de personnes tirent profit de la mise en commun des res-

sources pour améliorer matériellement leur vie quotidienne et, en fin de compte, pour surmonter les conflits potentiels. Tous les Etats participant au FEO cette semaine ont, à un moment donné, été impliqués dans des actions d'agression, y compris des guerres dévastatrices. Mais aujourd'hui, il est évident et vraiment encourageant que le multilatéralisme puisse surmonter les divisions et les hostilités.

Cette semaine, l'absence de couverture médiatique de la conférence de Vladivostok par les médias occidentaux a été remarquable. Même si les délégués au forum comprenaient des investisseurs européens. Il est inadmissible qu'un événement d'une telle ampleur, auquel participent d'importants diri-

geants mondiaux, soit largement ignoré par les médias occidentaux. Les lecteurs de ces médias occidentaux peuvent difficilement apprécier la réalité d'un monde multilatéral qui prend forme. On sait que si les médias occidentaux accordaient plus d'importance à ce genre d'événement, ils contrediraient leur propre représentation stéréotypée de la Russie comme une puissance isolée et malveillante.

Une autre observation remarquable est le contraste frappant entre le multilatéralisme observé à Vladivostok et l'unilatéralisme polarisant des Etats-Unis. Il ne se passe pas une semaine sans que Washington

Suite page 4

Spitzmarke fehlt

## Hégémonie économique ou actes de guerre destructifs?

par *Thierry Meyssan*, Damas



*Thierry Meyssan*  
(photo mad)

Après deux ans et demi au pouvoir, le président *Donald Trump* est sur le point d'imposer ses vues au Pentagone. Celui qui a mis fin au projet de «Sunnistan» de *Daesh* entend en finir avec la doctrine *Rumsfeld/Cebrowski* de destruction des structures étatiques du Moyen-Orient élargi. S'il y parvient, la paix reviendra dans la région ainsi que dans le Bassin des Caraïbes. Cependant, les peuples qui auront survécu à l'impérialisme militaire devront encore combattre pour leur souveraineté économique.

Depuis deux ans et demi, les Etats-Unis mènent parallèlement deux stratégies contradictoires et incompatibles.<sup>1</sup>

- D'un côté, la destruction des structures étatiques de grandes régions – le Moyen-Orient élargi depuis 2001, puis le Bassin des Caraïbes depuis 2018 – soutenue par le département de la Défense (doctrine *Rumsfeld/Cebrowski*);<sup>2</sup>
- De l'autre, le contrôle du marché mondial de l'énergie (doctrine *Trump/Pompeo*), soutenu par la Maison-Blanche, la CIA et le département d'Etat.<sup>3</sup>

Il semble que le président *Donald Trump* soit sur le point d'imposer sa pensée à son administration, toujours dominée par les fonctionnaires et militaires des ères *Bush Jr* et *Obama*, et d'en annoncer les conséquences le 19 septembre, lors de la 73<sup>e</sup> Assemblée géné-

rale des Nations-Unies: la paix en Afghanistan, en Irak, en Libye, en Syrie, au Yémen, au Venezuela et au Nicaragua.

Annoncé durant sa campagne électorale en 2016, le passage d'une logique belliqueuse de conquête à une autre, pacifique, d'hégémonie économique n'est toujours pas formellement décidé.

Même une fois acté, un tel revirement ne se fera pas en un jour – et il s'accompagnera d'un prix à payer.

Concernant le principal conflit actuel, la Syrie, les principes d'un accord ont été négociés entre les Etats-Unis, l'Iran, la Russie et la Turquie.

- On ne touchera pas aux frontières du pays et l'on ne créera pas de nouvel Etat (ni le «Sunnistan» de *Daesh*,<sup>4</sup> ni le «Kurdistan» du PKK). Mais le pays sera neutralisé: les bases militaires légales de la Russie sur la côte méditerranéenne seront équilibrées par des postes états-uniens permanents – pour le moment illégaux – au Nord-Est du pays.
- Aucun pipe-line ne traversera le pays, qu'il soit qatari ou iranien. La Russie exploitera les hydrocarbures, mais les Etats-Unis devront lui être associés.<sup>5</sup>
- La réconciliation syrienne sera autorisée à Genève, lors de l'élaboration d'une nouvelle Constitution par un Comité représentatif des diverses forces en conflit.
- Les entreprises américaines devront participer, directement ou indirectement, à la reconstruction de la Syrie.

Le processus préparatoire à cet accord n'en est qu'à ses débuts. Depuis deux mois, l'armée arabe syrienne a été autorisée à reconquérir le gouvernorat d'Idleb occupé par *Al-Qaïda*<sup>6</sup> et les Etats-Unis l'ont aidée en y bombardant eux-

mêmes le quartier général de l'organisation terroriste.<sup>7</sup> Puis, les Etats-Unis ont commencé à démanteler les fortifications du pseudo-Kurdistan (le «Rojava»)<sup>8</sup> tout en développant celles de leurs bases militaires illégales, notamment à Hassaké. Pour le moment, le volet économique du plan n'a pas commencé. Les Etats-Unis assiègent la Syrie depuis l'automne 2017 et ont sanctionné les entreprises étrangères – à l'exception des émiraties – qui ont osé participer à la 61<sup>e</sup> Foire internationale de Damas (28 août–6 septembre 2019).<sup>9</sup> La reconstruction du pays reste impossible.

Simultanément, dans le Bassin des Caraïbes, des négociations ont discrètement débuté en juin 2019 entre les Etats-Unis et le Venezuela.<sup>10</sup> Alors que Washington répète encore que la réélection de *Nicolás Maduro* en mai 2018 est nulle et non avenue, il n'est plus question entre les diplomates de dénigrer le chavisme ni de «juger le dictateur», mais d'offrir une porte de sortie au «président constitutionnel».<sup>11</sup> Les Etats-Unis sont prêts à abandonner leur projet de destruction des structures étatiques s'ils sont associés à l'exploitation et au commerce du pétrole.

Il sera facile pour de pseudos intellectuels d'expliquer que les Etats-Unis ont mené toutes ces déstabilisations et guerres uniquement pour le pétrole. Mais cette théorie ne rend pas compte de ce qui s'est passé durant dix-huit ans. Le Pentagone s'était donné pour mission de détruire les structures étatiques de ces régions. Il y est parvenu en Afghanistan, en Libye et au Yémen, partiellement en Irak, et pas du tout en Syrie. Ce n'est qu'aujourd'hui que la question du pétrole revient en tête des priorités.

La stratégie *Trump/Pompeo* est une nouvelle calamité pour les régions pétrolières,

mais elle est infiniment moins dommageable que celle de *Rumsfeld/Cebrowski* qui a dévasté le Moyen-Orient élargi depuis deux décennies avec ses dizaines de milliers de tortures et ses centaines de milliers de meurtres.

Source: *Voltaire.net* du 3/9/19

<sup>1</sup> «La nouvelle Grande stratégie des Etats-Unis», par *Thierry Meyssan*, Réseau Voltaire, 26 mars 2019

<sup>2</sup> The Pentagon's New Map, *Thomas P. M. Barnett*, Putnam Publishing Group, 2004. «Le projet militaire des Etats-Unis pour le monde», par *Thierry Meyssan*, *Haïti Liberté* (Haïti), Réseau Voltaire, 22 août 2017

<sup>3</sup> «Mike Pompeo Address at CERWeek», by *Mike Pompeo*, *Voltaire Network*, 12 March 2019. «Géopolitique du pétrole à l'ère Trump», par *Thierry Meyssan*, Réseau Voltaire, 9 avril 2019

<sup>4</sup> «Imagining a Remapped Middle East», *Robin Wright*, *The New York Times Sunday Review*, September 28, 2013. «La Coalition divisée sur ses objectifs», par *Thierry Meyssan*, Réseau Voltaire, 10 novembre 2014

<sup>5</sup> «Les Etats-Unis et Israël vont piller le pétrole de la Syrie occupée», Réseau Voltaire, 16 juillet 2019

<sup>6</sup> «Libération partielle du gouvernorat d'Idleb», Réseau Voltaire, 21 août 2019

<sup>7</sup> «Les Etats-Unis bombardent Al-Qaïda à Idleb», Réseau Voltaire, 1er septembre 2019

<sup>8</sup> «Des Kurdes détruisent leurs fortifications au «Rojava»», Réseau Voltaire, 25 août 2019

<sup>9</sup> «Paramètres et principes de l'assistance des Nations Unies en Syrie», par *Jeffrey D. Feltman*, octobre 2017. «La Russie dénonce la dyarchie à l'Onu et aux Etats-Unis», par *Thierry Meyssan*, *Al-Watan* (Syrie), 28 août 2018. «Commentaire russe concernant les tentatives US de faire échouer le déroulement de la Foire internationale de Damas», Réseau Voltaire, 27 août 2019

<sup>10</sup> «Contacts secrets USA-Venezuela», Réseau Voltaire, 21 août 2019

<sup>11</sup> «U.S. Offers Amnesty to Venezuelan Leader, if He Leaves Power», *Lara Jakes & Anatoly Kurmanaev*, *The New York Times*, August 28, 2019

Au sujet des récits sur Hongkong

## «Pourquoi y a-t-il si peu d'objectivité?»

### Deux poids deux mesures, politique de vitrine et grosses affaires

par Lu Shaye, ambassadeur de Chine à Paris



Lu Shaye  
(photo mad)

L'ambassadeur de Chine en France présente le point de vue de son gouvernement sur le spectaculaire mouvement de protestation «anti-Pékin» à Hongkong.

A peine arrivé en France fin juillet pour y prendre mes nouvelles fonctions d'ambassadeur de Chine en France, j'ai pu voir dans les semaines suivantes quantité de reportages ou de commentaires de la part des médias français sur la situation à Hongkong dont certains m'ont semblé pour le moins déroutants.

Tout d'abord, comment peut-on considérer des casseurs comme des démocrates? En marge des manifestations contre le projet de révision des règlements sur les extraditions du gouvernement de la région administrative spéciale de Hongkong, de nombreux actes de violence ont éclaté. Des individus ont saccagé le siège du Conseil législatif, ont outragé le drapeau et les emblèmes nationaux, interrompu la circulation du métro, investi l'aéroport, entraînant son blocage, séquestré et frappé touristes et journalistes innocents originaires du continent et ont profané la tombe des parents d'un député. Des médias locaux, soi-disant «libéraux», ont propagé ouvertement la haine et insulté publiquement le chef de l'exécutif [de Hongkong] en lui lançant: «Tu crèves quand?»

Face à de tels débordements de violence, n'importe quel dirigeant, n'importe quelle opinion publique, serait sans aucun doute partisan de la tolérance zéro. Alors, comment expliquer qu'à Hongkong les violences aient pris les deux noms de «manifestations pacifiques» et de «mouvement pro-démocratie»?

Ensuite, pourquoi si peu d'objectivité? Le 17 août, des centaines de milliers de Hongkongais ont participé à un grand rassemblement pour dire «Non à la violence, sauvons Hongkong!». L'événement passe quasiment inaperçu dans les médias français. En revanche, le lendemain, une manifestation d'opposants est retransmise intégralement, en direct et avec commentaires en boucle. Et alors que la police estime à moins de 130000 le nombre de manifestants, on nous raconte qu'ils étaient 1,7 millions.

Face à des missions de maintien de l'ordre sous très haute tension, la police de Hongkong a fait preuve d'une remarquable retenue. Un policier s'est fait arracher un doigt par un forcené qui l'a mordu. Un autre s'est vu acculé contre un mur et frappé par la foule. Pourtant, personne n'a songé à saluer leur professionnalisme et leur esprit de sacrifice. Que dire aussi de l'histoire, abondamment relayée, de cette manifestante prétendument victime d'un tir policier de LBD, alors qu'en réalité, sa blessure à l'œil venait d'un coup tiré par son acolyte. Comment peut-on raconter à ce point n'importe quoi?

Troisièmement, pourquoi n'y a-t-il plus de liberté d'expression dès lors qu'on parle de Hongkong? Récemment, Twitter, Facebook et YouTube ont annoncé avoir fermé un certain nombre de comptes «soutenus par le gouvernement chinois». Mais les réseaux sociaux de Hongkong regorgent de propos incitant à la violence contre les policiers et même à dévoiler leurs données personnelles. Et pourtant, à ma connaissance, aucun de ces comptes-là n'a été fermé. En revanche, il suffit que les médias et les internautes du continent disent quelques vérités ou bien postent des vidéos des émeutes, pour qu'ils soient immédiatement bloqués.

La liberté ne peut justifier la violence et la démocratie n'est pas une excuse pour les émeutiers. La paix, le développement, l'équité et la justice sont des valeurs qui appartiennent à tous. Nulle part, sur ce point, il ne saurait y avoir «deux poids deux mesures».

A Hongkong, le gouvernement central chinois s'en est toujours strictement tenu à sa politique dite «un pays, deux systèmes». Cependant, le prérequis fondamental de l'existence de «deux systèmes» est «un pays». Or, dès lors qu'on nie le «un pays», qu'on porte atteinte à la souveraineté de la Chine, qu'on défie le pouvoir central et l'autorité de la Loi fondamentale de Hongkong, parler de «deux systèmes» devient sans objet. Nous soutenons fermement l'exécutif de Hongkong dans l'exercice de ses prérogatives pour sauvegarder l'Etat de droit, rétablir l'ordre social et stopper ces violences criminelles. Prétexter son opposition au projet de révision pour déstabiliser Hongkong, porter atteinte à la souveraineté de la Chine, ou encore, se servir de Hongkong pour fomen-

ter des opérations d'infiltration et de sabotage sur le continent, est voué à l'échec.

Aujourd'hui, un nombre croissant de Hongkongais commence à mieux saisir la nature véritable de ce «mouvement de protestation». Répéter mille fois un mensonge n'en fera jamais une vérité.

Source: © Lu Shaye/Le Figaro du 2/9/19

\*\*\*

km. Dans *Horizons et débats* n° 19 du 2/9/19, un Indien et un Français ont analysé la situation actuelle à Hongkong. La lecture de ces deux textes illustre clairement que l'on est à côté de la plaque si l'on tente de forcer les événements dans un schéma de «vilain» gouvernement chinois et de «gentils» manifestants. Il s'agit probablement davantage de la politique de pouvoir occidentale contre la montée de la Chine, un combat mené avec une rigueur impitoyable.

Ceux qui suivent encore le récit du «bien» contre le «mal» rejetteront très probablement les propos de l'ambassadeur de Chine en France. Mais on pourrait aussi prendre ces déclarations au sérieux et les vérifier. Même si c'est devenu une rareté pour la politique de nombreux Etats occidentaux et lors de l'apparition publique des politiciens occidentaux. Certains d'entre eux préfèrent lancer des bougies fumigènes. La chancelière allemande, *Angela Merkel*, est maîtresse dans ce domaine. Elle s'est rendue en Chine tout récemment et a également commenté les événements de Hongkong. Dans le communiqué de presse de la Chancellerie allemande du 7 septembre, on lit que Mme Merkel avait plaidé face au Premier ministre de la République populaire de Chine *Li Keqiang* en faveur d'une «solution pacifique» au conflit. «Dans la situation actuelle, tout doit être fait pour éviter la violence. Dans ce contexte, elle [Mme Merkel] s'est félicitée de l'annonce faite par le gouvernement de Hongkong de retirer officiellement la loi d'extradition prévue avec la Chine. Il semble que le chef du gouvernement de Hongkong soit maintenant prêt au dialogue».

Si l'on prend au sérieux les descriptions de l'ambassadeur chinois, de telles déclarations de la chancelière semblent grotesques. La réaction du Premier ministre chinois est donc facile à comprendre. Il a répondu d'une manière amicale mais ferme que tout serait fait pour mettre fin au chaos à Hongkong

afin de rétablir l'ordre public. Les politiciens étrangers, par contre, n'ont pas à s'ingérer dans les affaires intérieures du pays.

Le commentaire de *tagesschau.de* concernant cet événement n'est pas moins grotesque: «Mais la remarque de Merkel a touché dans le mille – et on ne lui en voudra pas à Pékin. Elle a le droit de critiquer la Chine comme aucune autre personne de la politique internationale.»

Le communiqué de presse du gouvernement fédéral précité déclare également: «Intensifier les relations économiques. A Pékin, la chancelière a également participé à la réunion du comité consultatif de l'économie germano-chinoise, lors de sa sixième réunion de cette année. Elle y a plaidé en faveur d'un accroissement des investissements des entreprises chinoises en Allemagne. Elles sont invitées à continuer à investir en Allemagne.» Et peu après, on lit: «Lors d'une cérémonie de signature à Pékin, onze accords ont été signés. Il s'agit notamment d'accords dans les domaines de la technologie aéronautique et des transports maritimes, de l'électromobilité et de l'énergie, des assurances, de l'enseignement numérique et du financement. En outre, des accords ont été conclus sur la conduite en réseau et sur la réduction et le recyclage des déchets.»

Mme Merkel est-elle donc une sorte de *Claire Zachanassian*<sup>1</sup> qui est venue en Chine pour offrir de bonnes affaires et exiger un abandon politique? Probablement pas. Il n'est pas approprié que la Chine d'aujourd'hui se laisse pousser dans quelque direction que ce soit par Mme Merkel. Celle-ci se trouve cependant dans un dilemme. Elle doit entretenir des relations avec la Chine, un partenaire économique très important pour l'Allemagne, et en même temps rendre justice à la prétention de domination politique. D'une certaine façon, résoudre la quadrature du cercle.

Ne serait-il pas préférable pour l'Allemagne d'également abandonner son comportement politique et de nouer des relations sur un pied d'égalité? Et de cesser de soutenir matériellement, politiquement et médiatiquement les forces ayant pour mission de déstabiliser un autre pays?

<sup>1</sup> Personnage principal de la pièce de théâtre «La visite de la vieille dame» de l'écrivain suisse *Friedrich Dürrenmatt*, ndt.

#### «La force de la diplomatie ...»

suite de la page 3

n'impose de nouvelles sanctions à l'un ou l'autre Etat. Cette semaine, l'administration *Trump* a imposé d'autres sanctions à l'Iran dans une tentative évidente de paralyser l'in-

dustrie vitale du transport pétrolier du pays. Washington est même allé jusqu'à menacer et soudoyer pour saisir un pétrolier transportant des exportations iraniennes.

Il n'est pas exagéré de dire que l'opposition impitoyable de l'Amérique à l'Iran, à la Chine, à la Russie et à d'autres pays res-

semble davantage au comportement d'un consortium mafieux qu'à un Etat soi-disant démocratique, sans évoquer la notion de «dirigeant du monde libre» tant vantée.

Sanctions, agressions, brimades et mépris des normes diplomatiques internationales fondamentales sont devenus la marque de fabrique des Etats-Unis. Même à l'égard de ses prétendus alliés européens, Washington n'hésite pas à faire recours à des mesures drastiques pour les remettre sur le droit chemin. L'administration *Trump* a rejeté une proposition française d'accorder à l'Iran une ligne de crédit de 15 milliards de dollars, un autre coup porté par les Etats-Unis au traité nucléaire international. L'Allemagne a été avertie cette semaine par le sénateur américain *Ted Cruz* qu'elle ferait l'objet de sanctions dans le cadre de *Nord Stream 2*.

S'il vous faut des preuves pour démontrer que les Etats-Unis méprisent les «alliés» européens, il y en a eu de nombreuses au cours de cette semaine.

Mais les Européens font preuve d'un respect étrangement contradictoire à l'égard de Washington. Cette semaine, l'Union européenne a étendu les sanctions à l'encontre de la Russie – des sanctions qui nuisent à l'économie européenne pourtant en panne, des sanctions qui ont été imposées principalement par les Etats-Unis.

Une nouvelle ère du multilatéralisme et du développement multipolaire débute, que les médias occidentaux le reconnaissent ou non. Cette nouvelle ère est incarnée par le succès de la réunion des nations de l'Asie de l'Est qui s'est tenue cette semaine à Vladivostok.

Il est également parfaitement clair que l'ère de l'hégémonie et du traitement des autres comme des vassaux touche à sa fin. C'est intolérable, intenable et indigne. Le monde ne peut se permettre l'unilatéralisme querelleur des Etats-Unis et de ses sbires européens.

Source: *www.strategic-culture.org* du 6/9/19  
(Traduction *Horizons et débats*)

## Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,  
l'éthique et la responsabilité  
Pour le respect et la promotion du droit international,  
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur  
Coopérative Zeit-Fragen  
Rédacteur en chef  
Jean-Paul Vuilleumier  
Rédaction et administration  
Case postale, CH-8000 Zurich  
Tél. +41 44 350 65 50  
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch  
www.horizons-et-debats.ch  
CCP 87-748485-6  
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6  
BIC: POFICHBEXXX  
Imprimerie  
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros  
ISSN 1662 – 4599

© 2019 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.  
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

ef. Du 4 au 6 septembre 2019 s'est déroulé à Vladivostok le 5<sup>e</sup> Forum économique oriental (FEO) avec plus de 70 réunions d'affaires et 8500 participants venus de 65 pays. Le FEO a été créé le 19 mai 2015 sur initiative du président de la Fédération de Russie *Vladimir Poutine*. Selon *Anton Kobayakov*, conseiller du président russe et secrétaire exécutif du comité d'organisation du FEO, le «Forum économique oriental [...] est une plateforme de discussion renommée, réunissant des chefs d'Etats ainsi que des entrepreneurs et des spécialistes russes et étrangers de premier plan». L'objectif de ce forum est d'étendre la coopération internationale au sein de l'espace asiatico-pacifique et de développer l'économie de l'Extrême-Orient russe. Cette année, quatre sujets principaux ont été traités: «Nouvelles solutions pour la promotion de la croissance économique», «Amélioration de l'environnement économique», «L'Extrême-Orient et l'espace asiatico-pacifique: promouvoir la coopération» et «Nouvelles solutions pour l'amélioration de la qualité de vie». L'événement

central du FEO fut une séance plénière, à laquelle ont participé *Vladimir Poutine*, le Premier ministre japonais *Shinzo Abe*, le Premier ministre indien *Narendra Modi*, le Premier ministre malaisien *Mahathir Mohamad* et le Président mongolien *Khaltmaagiin Battulga*. En outre, différentes manifestations avec des entrepreneurs venus notamment de l'Inde, de la Chine, du Japon, de la Corée du Sud, de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et d'Europe, ont eu lieu.

Dans son message de sympathie adressé aux participants, aux organisateurs et aux hôtes du 5<sup>e</sup> Forum économique oriental, *Vladimir Poutine* a souligné que la Russie en tant qu'acteur important en Eurasie encourageait fortement un développement dynamique de la Région Asie-Pacifique et saluait un dialogue d'égal à égal, tant au niveau bilatéral que multilatéral au sein de l'Union économique eurasiennne (UEEA), de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) et de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC).

# Davantage de démocratie directe en Allemagne (partie 4)

## La commune

par Christian Fischer, Cologne

Cet article fait suite aux parties 1 à 3, déjà parues dans «Horizons et débats». Dans cette partie, l'accent n'est pas non plus mis en premier lieu sur les abus démocratiques concrets en Allemagne, mais sur les institutions existantes à disposition du peuple souverain, des citoyens, ainsi que sur les possibilités de développement de la démocratie directe.

Cet article traite de la commune. C'est l'unité de base d'une communauté. Dans une démocratie, c'est à ce niveau que l'autonomie administrative des personnes commence. C'est toujours et encore le cas au très interconnecté XXI<sup>e</sup> siècle, où de nombreuses décisions politiques doivent évidemment être prises à des niveaux supérieurs. Mais même aujourd'hui, de nombreuses questions concernent directement la communauté, son infrastructure, l'aménagement du territoire, etc., qui devraient être entre les mains des citoyens concernés – y compris la nécessaire souveraineté financière. Pour l'Allemagne, le terme de commune comprend également le district administratif prenant en charge au moins une partie de l'auto-administration des petites communes. Quand la démocratie est pratiquée à un niveau directement visible pour les citoyens, elle représente une composante essentielle pour la formation politique. Elle permet de sensibiliser et de promouvoir l'expérience pratique pour une culture démocratique en général.

### La réalité

En Allemagne, les communes avec leur auto-gestion ont 200 ans d'histoire, si l'on ne tient pas compte de l'histoire du Saint-Empire romain germanique (962–1806). En Allemagne (état 2016) il y a 11 059 communes, 294 districts et 107 villes. En 1967, il y avait encore 24 438 communes.

Contrairement à la Grande-Bretagne et à la Suède, par exemple, les communes allemandes ne disposent pas d'une structure administrative distincte séparée de l'administration étatique, mais y sont intégrées et donc – comme les Länder – également des organes exécutifs des niveaux supérieurs de décision étatiques.<sup>1</sup>

Deux questions sont déterminantes pour une évaluation démocratique: comment fonctionne la démocratie interne dans les communes? Comment les compétences sont-elles réparties entre elles et les niveaux étatiques supérieurs?

Les réglementations communales ne sont pas uniformes dans les Länder, elles présentent une diversité étonnante. Le point de départ après la Seconde Guerre mondiale fut l'influence des Américains, qui mirent davantage l'accent sur les éléments de démocratie directe, et des Britanniques, qui préférèrent des Parlements communaux forts avec un chef d'administration pour l'exécution des décisions. Ces différences se font encore sentir aujourd'hui dans le sud du pays, influencé par les Américains, et dans le nord du pays, influencé par les Britanniques, bien que les réformes des années 1990 aient entraîné une plus grande uniformisation.

Depuis lors, il y a partout des maires élus au suffrage direct, exerçant en même temps la fonction de chef administratif. En dessous, il y a le niveau administratif professionnel et non élu et le Conseil élu, qui n'est pas un Parlement au sens législatif du terme, mais un organe politique de décision sur des questions factuelles. Il y a encore d'autres différences: dans le sud de l'Allemagne, le maire n'est pas seulement le chef administratif, mais aussi le président du Conseil et a ainsi davantage de pouvoir que le maire dans le nord de l'Allemagne, y compris la Hesse, où le Conseil a davantage de poids face au maire.

Les membres du Conseil ne sont pas des politiciens professionnels; pour leur travail temporaire ils reçoivent des indemnités très raisonnables. Dans certains cas, ils sont libérés de leurs fonctions professionnelles, ce qui conduit au fait que les conseils communaux sont composés de manière disproportionnée de professions libérales, de cadres du sec-



L'hôtel de ville de Laufenbourg, Allemagne. Autrement qu'en Suisse, les communes en Allemagne n'ont pas de structures de gestion séparées de l'administration publique. Elles y sont intégrées et sont ainsi – comme les Länder – aussi des organes d'application des niveaux décisionnels supérieurs. (photo www.laufenburg.de)

teur privé, de fonctionnaires et d'employés publics ainsi que de retraités.

L'engagement des membres du Conseil et des maires dans un parti est moins prononcé qu'aux échelons supérieurs du Land et du gouvernement fédéral. Mais là aussi, il y a des différences, de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie avec les plus forts liens aux partis, au Bade-Wurtemberg avec les plus faibles. Au niveau de la commune, les associations d'électeurs libres et la participation directe des citoyens jouent presque partout un rôle de plus en plus important. Cela vaut non seulement pour le sud de l'Allemagne, où la Bavière se distingue par plus de 6000 décisions et pétitions citoyennes uniquement au cours des dix dernières années. En effet, la Bavière (ainsi que la Thuringe!) n'a besoin que d'un quorum d'approbation de 10–20%, alors que les autres Länder ont besoin de 20–25%, allant jusqu'à 30% pour la Sarre, où la démocratie directe est pratiquement absente. Toutefois, là aussi, comme dans le cas des votes au niveau du Land, les questions financières et organisationnelles ne peuvent pas faire l'objet de telles initiatives.

Quelles sont donc les compétences des communes? Dans son ouvrage de référence, Rudzio le résume ainsi: «Les communes et les districts ne sont que les subalternes des Länder».<sup>2</sup>

Les parlements des Länder décident des constitutions communales. Les communes peuvent décider de leurs infrastructures telles que les bâtiments scolaires, les transports publics, les équipements culturels, les routes communales, les plans de développement, la protection du paysage, l'élimination des déchets, etc. En outre, ils sont les organes exécutifs des lois adoptées par le Land et le gouvernement fédéral sur l'assistance sociale, la protection de la jeunesse, les allocations de logement, le contrôle des nuisances, la législation alimentaire, etc. Ces «tâches déléguées» représentent 75 à 90% des activités administratives communales.

Par le passé, de nombreuses tâches communales ont été de plus en plus confiées à des unités autonomes ou à des entreprises privées. Selon une enquête réalisée en 2005, cela a affecté environ 15–20% des tâches communales, y compris la privatisation de l'ensemble des réseaux de distribution d'eau. Cependant, grâce à diverses décisions citoyennes, certains de ces domaines ont été à nouveau réintégrés au niveau municipal.

La question de l'autonomie financière des communes est décisive. La commune

reçoit ses propres fonds principalement de la taxe professionnelle, de l'impôt foncier et des redevances de ses services, ces derniers allant au maximum jusqu'à couvrir les coûts. Ensemble, ces recettes atteignent bien moins de la moitié du budget. Le «reste» leur provient par le biais d'allocations provenant du niveau étatique supérieur. Le seul levier maniable par les communes elles-mêmes est donc la taxe professionnelle, ce qui conduit à une concurrence des communes entre elles en quête des moindres coûts en vue de promouvoir l'établissement d'entreprises, un processus qui augmente encore la dépendance vis-à-vis de l'Etat, surtout dans les régions structurellement faibles, notamment à l'Est.

### Quelques perspectives

Si l'on prenait au sérieux la notion d'autonomie communale, il faudrait que la commune dispose du pouvoir de décision de son fonctionnement interne, au lieu qu'il lui soit prescrit par le Parlement du Land. Cela ne concerne d'abord que l'ordre interne de la commune, non pas son autonomie financière. Celle-ci dépend de la répartition des recettes fiscales entre la Fédération, les Länder et les communes exigeant actuellement en Allemagne des décisions à tous les niveaux pour permettre une nouvelle répartition. L'idéal selon lequel la commune est par principe le premier lieu pour la levée des impôts, décidant des modalités des transferts vers les niveaux étatiques supérieurs, est impossible pour des raisons historiques.

Pour apporter des changements dans ce sens, il serait nécessaire d'entreprendre des initiatives citoyennes similaires sur les trois niveaux, car on ne peut pas s'attendre à ce que les politiciens des Länder et de l'Etat fédéral abandonnent d'eux-mêmes leur pouvoir. Ce constat souligne, une fois de plus, la nécessité démocratique d'avoir des votes populaires à bas seuil à tous les niveaux – notamment sur des sujets touchant directement aux finances ce qui est jusqu'à présent exclu de tout vote populaire. Etablir l'autonomie communale comme base de la démocratie reste donc, en Allemagne, un projet complexe nécessitant au préalable des réformes fondamentales plus étendues que ce qui est possible actuellement. Pour y accéder, il faut avant tout la ferme volonté des citoyens de concevoir l'autonomie communale comme la base même de la démocratie. Jusqu'à présent, on entend dans l'espace politique que peu de voix allant dans ce sens.

Une autonomie financière plus large permettrait également d'empêcher l'«externalisation» des tâches et des biens, c'est-à-dire le «bradage de l'argenterie» lors d'un manque de liquidités. Prenons un exemple: actuellement, les communes disposent de 80% des taxes professionnelles, mais uniquement de 15% des impôts sur le revenu et de 2,2% de la TVA – bien que chaque emploi se trouve dans la commune où se font également tous les achats. Les communes obtiennent bien quelques attributions de la part des niveaux étatiques supérieurs, mais elles restent dépendantes dans ce domaine.

Si ses compétences étaient différentes, c'est-à-dire organisées de bas en haut, cela conduirait plus directement à des prises de position sur les dépenses des Länder et du gouvernement fédéral, notamment en matière d'armement et d'engagements de l'armée. D'autre part, la commune ne peut naturellement pas gérer tous les fonds publics comme un Etat souverain. Elle fait partie de l'Etat fédéral et il faut donc garantir que celui-ci puisse s'acquitter

des tâches qui lui sont réservées. La voie souhaitable vers une plus grande autonomie des communes ne peut se faire que par la coopération entre les différents niveaux – avec la plus grande participation possible du peuple souverain.

Pour des raisons historiques, la prise de conscience des citoyens de l'importance d'une plus grande autonomie communale n'a pas beaucoup évolué au fil du temps; elle a même eu tendance à diminuer au cours des dernières décennies, suite à des élargissements et des fusions de communes.

Au cours des derniers 50 ans, le nombre des communes s'est réduit de moitié et les communes se sont agrandies. Tant en Allemagne<sup>3</sup> qu'en Suisse<sup>4</sup>, des enquêtes montrent que la volonté des citoyens de participer activement à la vie politique est plus faible dans les grandes communes que dans les plus petites.

Les discussions menées récemment concernant l'ordre communal – élection directe du maire? Davantage de compétences pour le Conseil? Séparation des niveaux politique et administratif? etc. – sont d'importance secondaire et peuvent aboutir à de différentes réponses «justes», selon les traditions régionales. Dans ce domaine, les réglementations communales peuvent cependant se démocratiser afin que les districts et certaines parties de grandes communes puissent disposer davantage d'autonomie.

Au niveau communal, il est de grande importance d'utiliser toutes les possibilités de démocratie directe, pour réduire autant que possible les quorums et pour obtenir davantage de compétences financières des niveaux étatiques supérieurs.

L'idée fondamentale se dégage donc clairement: les structures institutionnelles facilitant la participation des citoyens à la vie politique, favoriseront cette participation. Davantage de participation civique limitera l'influence des acteurs politiques méprisant le bien commun et la médiation honnête entre les différents intérêts. Voilà la perspective qui favorise une démocratie durable. •

<sup>1</sup> Les explications suivantes se basent sur le texte suivant: Rudzio, Wolfgang. *Das politische System der Bundesrepublik Deutschland*. Wiesbaden 2019, 10<sup>e</sup> éd., p. 319ss.

<sup>2</sup> *ibid.* p. 320.

<sup>3</sup> *ibid.*

<sup>4</sup> [www.nzz.ch/schweiz/die-gemeindeversammlung-ist-nicht-totzukriegen-ld.1451754](http://www.nzz.ch/schweiz/die-gemeindeversammlung-ist-nicht-totzukriegen-ld.1451754)

<sup>5</sup> *ibid.*

# La formation sous ses multiples aspects

## De quelle préparation à la vie nos enfants bénéficient-ils?

par Konrad Paul Liessmann\*

Remarque préliminaire: Le terme de «Bildung» en allemand n'a pas de terme correspondant en français. Selon le contexte, on le traduit par formation, enseignement ou éducation (note du traducteur).



Konrad P. Liessmann  
(photo wikipedia.org)

L'avenir de la jeunesse nous concerne tous. La formation, la clé pour l'avenir, est donc sur toutes les lèvres. Il n'existe guère de terme qui soit utilisé de manière aussi universelle dans autant de combinaisons différentes que le terme «formation»: les établissements de formation, les perspectives de formation, l'équité en matière de formation, les réformes de l'enseignement, les catastrophes de l'éducation, les experts en éducation, les politiciens spécialisés dans le domaine de la formation, les perdants et les gagnants du système de formation et de nombreuses autres combinaisons. Les continus changements des concepts de l'enseignement et les utopies éducatives sont depuis belle lurette un objet important de l'intérêt public. Les crèches font-elles partie des établissements de formation? Quelle position un pays occupe-t-il suite aux tests PISA? Où la réorganisation de l'enseignement selon les compétences nous mène-t-elle? Comment compenser les déficits de formation des immigrants et des personnes socialement discriminées? Quelle formation prépare-t-elle le mieux aux emplois de l'avenir? Comment découvrir et exploiter les réserves de talents? Faut-il chercher le salut dans la numérisation de l'enseignement et dans la remise de tablettes à tous les élèves? Le rôle de l'enseignant va-t-il réellement changer? Les accompagnateurs d'apprentissage, les «coaches» et les spécialistes des questions sociales domineront-ils à l'avenir toutes les activités de formation? Dans l'ère de l'information, sera-t-il encore nécessaire et opportun de transmettre des connaissances? – Toutes ces questions, pouvant être multipliées à l'infini, préoccupent de plus en plus les gens.

### De nombreuses exigences envers la politique ...

Tout cela laisse des traces dans la société: différentes personnes aux intérêts divergents se regroupent autour de multiples dimensions de la formation. Commençons par là où la responsabilité pour la formation dans toutes ses facettes est volontiers assumée – donc en politique. Ici, on aime être généreux, et donc, il se peut par exemple qu'une chancelière allemande proclame, il y a plusieurs années, la «République de la formation». Aussi facile est-il de proclamer une république de la formation, aussi difficile est-il de la remplir de vie. Les ministres et les hauts fonctionnaires font face à de gros problèmes. De toutes parts, ils sont pressés de faire enfin le bon choix. Une fois, c'est le public, puis ce sont les médias, une autre ce sont les experts, puis les nombreuses fondations et les entreprises élaboratrices de tests, une autre fois encore ce sont les lycéens qui tweetent, puis les puissantes associations exigeant de la politique les bonnes réformes, les bonnes initiatives, les bonnes structures, la bonne didactique, les bonnes universités, les bonnes écoles, la bonne formation – mais ce qui est «bon/juste» se rapporte toujours aux intérêts individuels, limités et idéologiquement saturés des acteurs/quémendeurs.

\* Konrad Paul Liessmann est professeur à l'Institut de philosophie de l'Université de Vienne, essayiste et journaliste culturel. En 2003, il a reçu le prix d'honneur de librairies autrichiennes et en 2010 le «Prix Donauland». Il a publié un certain nombre de livres, entre autres «Geisterstunde. Die Praxis der Unbildung. Eine Streischrift.» (2014). Le texte ci-dessus se base sur une conférence que M. Liessmann a donné le 21 novembre 2018 à la Haute école spécialisée de Saint-Gall.

«Depuis belle lurette, il n'y a plus d'accord sur la signification réelle de la formation. Sont concernés les domaines de la maîtrise des techniques culturelles de base, des qualifications professionnelles, des savoirs comportementaux, de la formation des compétences, du développement de la personnalité, de la capacité à s'orienter, de la capacité à participer à la vie politique, de la formation à la responsabilité, de la transmission des valeurs, de la production de taux d'universitaire plus élevés ou alors de l'acquisition des connaissances fondamentales. La formation c'est tout et tout est formation. Si quelque chose est tout, ce n'est rien. La formation est devenue une coquille vide pouvant être remplie par n'importe qui, à volonté et en fonction des intérêts politiques ou économiques. Une réflexion sur les significations fondamentales de la formation, de ses exigences, mais aussi de ses limites est urgente.»

### ... et le problème de l'air du temps

La politique de l'enseignement lutte avant tout avec cet air du temps qu'elle a souvent invoqué et qui limite actuellement de manière considérable sa marge de manœuvre. L'air du temps s'exprime dans les phrases avec lesquelles les politiciens confrontent la population: la formation est la ressource la plus importante pour un pays pauvre en ressources naturelles, personne ne doit être exclu de l'enseignement, la formation doit s'occuper de toutes les formes de l'intégration et de l'inclusion, la formation doit compenser les déficits sociaux de la société, elle est la clé d'un avenir prospère, elle procure des avantages concurrentiels pour tous, elle protège contre les simplificateurs et les séducteurs

chasse l'autre, les plans d'études scolaires et universitaires sont constamment modifiés, adaptés, révisés et réécrits, les méthodes pédagogiques sont impitoyablement adaptées tant à la fureur de l'innovation pédagogique qu'au progrès technique, les types d'école et les domaines d'études sont multipliés, les matières scolaires sont redéfinies, mixées, abolies ou remises en question, les enseignants ne sont plus formés pour transmettre des connaissances spécialisées et des techniques culturelles, mais des compétences sociales de toutes sortes, et tous les participants sont soumis à un constant processus d'incertitude. Cela facilite la gouvernance, mais complique l'acquisition d'une bonne formation. Le fait que cette acquisition soit

«L'orientation sur les compétences et la numérisation est censée rendre les jeunes gens aptes à occuper les emplois de l'avenir. Outre le fait que la formation ne doit jamais être liée de manière unidimensionnelle aux exigences de l'économie, cette approche n'est juste que dans une mesure très limitée. Quiconque ne veut former que les compétences oublie que celles-ci ne peuvent jamais être une fin en soi, mais seulement un moyen pour acquérir les connaissances et pour savoir traiter les questions qui caractérisent notre culture avec toutes ses tensions la déterminant à l'avenir.»

politiques. Et tout cela sera possible si l'enseignement se modernise et priorise la numérisation et le système des compétences. De cette manière, les politiciens s'exprimant dans ce domaine deviennent les victimes de leurs propres dogmes. Ils promettent trop de belles choses que d'autres – les enseignants et les élèves, les professeurs et les étudiants – doivent accomplir. En général, cela se passe mal et ne fait qu'accentuer la pression.

### Une «réforme» pourchasse l'autre

La qualité d'un politicien s'occupant de l'enseignement se mesure aux réformes institutionnelles qu'il initie et met en œuvre ou qu'il fait analyser par des bureaux spécialisés. Pour échapper à la menaçante catastrophe dans le domaine de la formation – souvent évoquée, notamment en Allemagne –, le politicien responsable de l'enseignement place la «formation» au même niveau que ses réformes. Chaque mode pédagogique se transforme donc en projet de réforme dont la mise en œuvre est confiée à la politique de formation. Et comme aucun politicien s'occupant de l'enseignement ne veut passer pour un opposant aux réformes – ce serait politiquement une condamnation à mort –, une réforme pour-

tout de même possible n'est pas dû au succès des politiciens responsables, mais plutôt au fait que de nombreux acteurs et les personnes concernées s'opposent tacitement aux directives de la politique et font ce qu'ils considèrent être juste et qu'ils ont toujours fait.

### La prédominance de la «recherche empirique dans le domaine de la formation» ... et ne parlons surtout pas d'éducation!

La politique aime se référer à la science, tout comme la politique de la formation. Il n'y a donc guère d'autre branche de la science qui ait connu un tel essor au cours des dernières années que celle de la recherche empirique dans le domaine de la formation. D'une part, cela est dû à un simple changement de nom: les pédagogues et les spécialistes de l'éducation sont devenus des chercheurs dans le domaine de la formation. Il n'y a aucun doute, cela fait beaucoup mieux. Alors que pour ceux ne connaissant pas exactement l'étymologie du terme «pédagogie», dans lequel on reconnaît toutefois «garçon» ou «enfant», qu'il faut mener sur la bonne voie, le terme «éducation» a depuis les années 60 un arrière-goût. Ce n'est qu'avec l'adjectif «anti-autoritaire» qu'elle pouvait survivre. Vouloir

«Il y a surtout une donnée contredisant la thèse de la préparation au monde nouveau du travail par la numérisation de l'enseignement. Numériser signifie automatiser tout ce qui peut être automatisé, mettre en réseau tout ce qui peut être mis en réseau. Bien qu'une poignée de techniciens et d'experts sera toujours nécessaire pour maintenir ces technologies, les jeunes disposant de connaissances et de compétences ne pouvant être numérisées ou accompagnant l'automatisation de manière critique et réfléchie auront les meilleures chances sur les marchés du travail de l'avenir.»

éduquer les jeunes d'aujourd'hui n'est pas compatible avec la croyance dans les talents et les dons de l'enfant, qui n'attendent que leur développement, ni avec l'autonomie des petits sujets, ne tolérant plus aucune directive pédagogique. Toutes ces connotations ambiguës et impopulaires ont été écartées par le chercheur dans le domaine de la formation. Faire des recherches sur la formation, c'est tout autre chose que se demander comment une jeune génération devrait être enseignée ou éduquée. D'autre part, la carrière des chercheurs dans le domaine de la formation repose sur une considération aussi simple que séduisante: il n'est pas nécessaire de savoir ce qu'est la formation, il suffit de la mesurer. Nous mesurons donc jour après jour ce que l'on soupçonne faire partie de la formation.

### Évaluez, évaluez, évaluez tout

Vous pouvez évaluer ce qui est présent ou alors ce que vous arrangez pour être évalué dans une procédure de test spécialement conçue à cet effet. Tout sert à la collecte de données qui seront proposées à la politique de la formation comme outils décisionnels. C'est pourquoi, depuis un certain temps, nous testons et évaluons, comparons et recueillons, établissons des corrélations et prédictions avec grand plaisir. Les acquis d'apprentissage des élèves de trois ans sont testés de manière généralisée, tout comme les compétences clés des jeunes de 15 ans. Les compétences d'équipe des adolescents font tout autant l'objet d'études comparatives internationales que les capacités mathématiques des seniors, les dépenses financières par élève, tout comme la durée de la vie active des enseignants avec et sans les récréations, les notes du bac allemand [«Abitur»] avant et après la centralisation des examens doivent être enregistrées avec grande précision, tout comme le nombre d'heures d'études avant et après l'introduction de plans d'études conformes au système de Bologne.

### Les «experts en formation» et leur vision du monde

Ces données doivent être traitées, interprétées et mises en pratique. La formation a depuis longtemps cessé d'être l'affaire des personnes éduquées, ce ne sont plus que les experts en formation qui ont droit au chapitre. Et il y en a un nombre considérable. Jamais auparavant autant de personnes avaient autant de connaissances sur la formation qu'aujourd'hui. Les spécialistes de la formation se trouvent partout: dans les rédactions et les réunions de parents, dans les antichambres du pouvoir et dans les feuillets, dans les débats télévisés et sur le campus. Dans leurs vies antérieures, ils étaient psychologues ou chercheurs travaillant sur le cerveau, philosophes ou entrepreneurs, physiciens ou ésothésistes, maintenant ils savent comment la formation réussit. Malgré toutes les différences d'origine, on retrouve des croyances fondamentales frappantes partagées par les experts en formations. Presque tous sont de bons Rousseauistes, c'est-à-dire qu'ils sont convaincus que les nouveau-nés, les bébés et les enfants en bas âge sont des êtres merveilleux, compétents, polyvalents, très talentueux et créatifs qui sont corrompus, brisés et détruits uniquement suite au système de formation désuet. Le monde de l'expert en formation est un monde dans lequel tous les êtres humains ne se ressemblent que dans leurs particularités. Tous sont très doués, mais chacun à sa façon. Dans de telles conditions, il n'est pas surprenant que l'air du temps pédagogique, flanqué de la génétique et de la recherche sur le cerveau, ne craigne rien autant que la moyenne et la médiocrité. La normalité est le nouveau spectre d'une époque où la particularité est devenue la norme: ne tombez pas dans le piège de la moyenne, ne soyez pas ordinaire, ne soyez pas normal, car dans la compétition mondiale on ne peut marquer des points uniquement avec l'extraordinaire. Nous devons donner libre cours, sans conditions pré-établies au potentiel des enfants – voilà le credo qui révèle déjà mieux les réelles raisons de cette «attention» face aux enfants.

### «La formation sous ses ...»

suite de la page 6

#### «Aucune pierre ne restera à sa place»

Les experts en formation ont en commun, la critique fondamentale des établissements d'enseignement récents: ils sont désuets, figés dans l'esprit des écoles militaires du XIX<sup>e</sup> siècle, y domine l'enseignement frontal. Les élèves pris individuellement ne sont ni perçus ni promus dans leur particularité et leur individualité, le monde nouveau avec ses merveilleuses possibilités techniques passe à côté de ces institutions sans laisser de traces et toute créativité est détruite. C'est précisément la raison pour laquelle l'expert en formation ne demande pas une ou deux réformes supplémentaires, non, il exige la «révolution de la formation». Aucune pierre ne doit rester à sa place, tout doit changer: comment apprendre, quoi apprendre, où apprendre, avec qui apprendre. Il n'y a pas de limites à l'imagination, et on peut s'imaginer beaucoup de choses. Au départ, deux points sont décisifs: l'identification croissante de l'apprentissage et de la vie et en parallèle la disparition de l'enseignant et de l'école. S'il n'y a plus rien à transmettre, parce que seules les questions directement liées à la vie des jeunes ont un intérêt, alors l'enseignant est superflu. Il n'a plus rien à enseigner, car la vie s'apprend de manière autonome. Non, pas entièrement de son propre chef, un peu de supervision ne peut pas faire de mal. Selon une partie des experts de la formation, c'est la raison pour laquelle l'enseignant doit se transformer en «coach», en «compagnon d'apprentissage» et l'élève devient un «partenaire d'apprentissage». On se rencontre «sur un pied d'égalité», l'accompagnateur offre de l'aide uniquement si le partenaire d'apprentissage l'exige. En principe, l'apprenant apprend de manière autonome, autodéterminée, et il contrôle également lui-même ses progrès d'apprentissage. Le dysfonctionnement d'une telle pratique et le fait que les adolescents issus de milieu socialement défavorisés et ayant peu d'affinité pour la formation soient désespérément dépassés ne préoccupe guère les experts.

#### Nouveaux dogmes pédagogiques

Les experts de la formation et leurs adeptes en politique comme dans le public ont réussi à créer des croyances pédagogiques ne pouvant être contredites qu'au prix d'être considéré comme désespérément réactionnaire. Il s'agit notamment des thèses populaires selon lesquelles il n'y a rien de pire que l'enseignement frontal et rien de mieux que le travail de projet. Il faut y ajouter l'idée que tout ira au mieux quand les classes d'âge seront dissoutes et les leçons schématisées auront disparu. Un autre dogme est la croyance que l'enseignement doit être individualisé, alors que l'enseignement doit être collectivisé par un «enseignement en équipe». Il en est de même avec la ferme conviction concernant les notes en chiffres jugées injustes, les évaluations verbales adaptées à l'air du temps, aux attentes des parents et à la phraséologie de l'empathie estimées équitables et l'idée de la dissolution des matières et disciplines traditionnelles pour créer des réseaux, des clusters, et des ensembles thématiques pour résoudre les problèmes.

#### Combattre le «blocage des réformes» ...

Le réformateur de la formation représente la forme appliquée de l'expert de la formation. Il tente d'appliquer les conseils. Tantôt il siège dans un gouvernement, tantôt dans les départements ministériels responsables de la science, de l'éducation et de l'enseignement, tantôt il fait partie du cercle restreint de la bureaucratie de l'enseignement public, tantôt il est sous-traité. Parfois, il était enseignant ou didacticien, directeur d'école ou secrétaire de parti, parfois il était consultant en relations publiques ou coach. Pour lui, le progrès signifie réforme, plus il y a de réformes, meilleur sera le monde. Mais le monde, notamment le monde de la formation s'avère intransigent et tend à être hostile à la réforme. Où qu'il regarde, il voit un blocage des réformes. Il lutte donc sans relâche contre ceux qui bloquent et refusent les réformes. Lui-même est, bien sûr, adepte des réformes, il sait que le progrès est de son côté. Car deux choses sont exclues dans une société moderne et le renforcent dans tous ses projets de réforme, ce sont l'immobilisme et l'impossibilité de revenir sur une réforme.

### ... par des

#### «réformes de la formation» discutables

Les réformateurs de l'enseignement nous ont imposé le système de Bologne, le Plan d'études Plus, le Plan d'études 21, les grilles de compétences tridimensionnelles, les manuels de modules illisibles et la constante création de nouveaux types d'enseignement. Ces réformateurs nous ont également infligé le changement des méthodes d'enseignement, la merveilleuse invention de l'enseignement par projet et, plus récemment, la réalisation de l'apprentissage autonome. Cela correspond joyeusement à la Flipped Classroom\* [La classe inversée (ou «renversée», en anglais: «flipped classroom») est une approche pédagogique qui inverse la nature des activités d'apprentissage en classe et à la maison. Les rôles traditionnels d'apprentissage sont modifiés selon l'expression «les cours à la maison et les devoirs en classe» (Source: wikipédia), ndt.] Ce n'est peut-être pas toujours aussi novateur que la rhétorique accompagnante le promet de manière propagandiste, mais autrefois, personne n'aurait eu l'idée d'appeler «Flipped classroom» le fait que les élèves lisent un texte de Franz Kafka à la maison pour ensuite en discuter en classe.

#### Le dernier cri: «la numérisation»

Toutes ces idées doivent d'abord surgir, et c'est pourquoi la proportion des réformateurs de la formation, évaluée par rapport au nombre total d'habitants de la république éducative, augmente régulièrement. En lien étroit avec les industries numériques, les fondations associées et une politique de formation tournée vers l'avenir, ils propagent la programmation, aussi appelée «Coding», comme une nouvelle technique culturelle et soutiennent les bulles des réseaux sociaux en tant que réalité pédagogique décisive. En fait, c'est kaf-

sur la numérisation, l'égalité des chances, l'inclusion, l'école à horaire continu, de bons repas et la formation des enseignants. Cela suppose que les futurs enseignants n'aient plus nécessairement à comprendre beaucoup de la matière qu'ils enseignent. Presque personne ne remarque que toutes ces bonnes idées concernent des aspects très différents – les intérêts des entreprises d'Internet, l'embellissement des statistiques, des utopies socio-romantiques et les impressionnantes notes au bac – mais très peu la formation. Et presque personne ne réalise qu'un certain nombre de ces concepts doit être appliqué à l'encontre des données empiriques qui sont sinon si volontiers utilisées par une politique de la formation voulant se baser sur des données probantes. En d'autres termes, la réalité de la formation est généralement ignorée pour des raisons idéologiques. Le fait que les classes utilisant des tablettes ou des ordinateurs portables soient moins performantes que les enfants enseignés par des moyens analogues est ignoré, tout comme les problèmes naissant de l'impératif de l'inclusion crée pour toutes les personnes concernées et affectées. Les faiblesses de lecture et de pensée des enfants et des adolescents ont aussi à voir avec une didactique de facilitation dévastatrice, allant de la malheureuse réforme de l'orthographe au «langage facile» pour présenter la formation comme une entreprise peu exigeante. Cela devrait lentement passer dans la conscience générale. Aussi longtemps que l'on ne peut parler d'éducation que par euphémismes, il n'est guère possible de mener des discussions sérieuses.

#### «Orientation sur les compétences» au lieu de Wilhelm von Humboldt

Suite à l'orientation sur les compétences à la suite des tests PISA et de la réduction de la

«La formation est liée au développement de la personnalité, à la transmission des fondements spirituels sur lesquels repose notre civilisation. [...] Toutes les connaissances, toutes les compétences acquises et mises en pratique au cours d'un processus de formation ne servent pas seulement à intégrer une personne dans un monde donné de technologie et d'économie, mais sont aussi des conditions préalables à la formation d'une personne responsable. En fin de compte, la formation, selon un mot du pédagogue critique injustement oublié *Heinz-Joachim Heydorn*, reste la démarche de rendre humain l'être humain, une entreprise qui, contre toute forme de formation unilatérale, de qualifications professionnelles et de culture des talents orientée sur le marché, a pour but une réelle humanité, une expérience dont on ne sait si elle pourra réussir. Mais c'est la seule initiative qui vaut la peine d'être tentée.»

kaïen. Mais Kafka ne fait plus partie d'aucun programme scolaire.

#### «Le concept de la formation a été vidé de son sens» ...

L'état sociologique des choses reflète une situation qui imprègne également les discours: le concept de la formation est devenu très flou. Depuis belle lurette, il n'y a plus d'accord sur la signification réelle de la formation. Sont concernés les domaines de la maîtrise des techniques culturelles de base, des qualifications professionnelles, des savoirs comportementaux, de la formation des compétences, du développement de la personnalité, de la capacité à s'orienter, de la capacité à participer à la vie politique, de la formation à la responsabilité, de la transmission des valeurs, de la production de taux d'universitaire plus élevés ou alors de l'acquisition des connaissances fondamentales. La formation c'est tout et tout est formation. Si quelque chose est tout, ce n'est rien. La formation est devenue une coquille vide pouvant être remplie par n'importe qui, à volonté et en fonction des intérêts politiques ou économiques. Une réflexion sur les significations fondamentales de la formation, de ses exigences, mais aussi de ses limites est urgente.

#### ... et sera remplie par de l'idéologie

Cependant, on joue encore un autre jeu. Tout d'abord, on évoque une crise du système de formation sur la base de critères très douteux et, en règle générale, de résultats de tests ambigus, pour ensuite entonner le mantra de la nécessité d'une réforme de la formation en diffusant les modes annoncées. Soudain, tout le monde sait comment l'enseignement réussit. Et comment réussit-il? En se concentrant

formation à quelques compétences, et suite à l'espoir que la numérisation résoudrait tous les problèmes sociaux et didactiques de l'enseignement, on a éliminé toutes les dimensions de la formation humaine exigées par Wilhelm von Humboldt, qui semblent aujourd'hui plus importante que jamais. Ce concept englobe non seulement les techniques culturelles de base – ne faisant pas partie en soi de la formation, mais représentent une des conditions préalables –, mais aussi les connaissances et compétences décisives dont certains réformateurs de la formation ne veulent rien savoir. Tout ce qui a longtemps constitué le noyau de l'enseignement général – les langues étrangères mortes et vivantes, les connaissances historiques, les connaissances et compétences littéraires et esthétiques, la compréhension des cultures et des religions, la sensibilité morale – n'a plus aucune importance dans les tests PISA. Jusqu'à quel point fallait-il être abruti pour accepter les tests PISA comme indicateurs de l'état de la formation européenne?

L'orientation sur les compétences et la numérisation est censée rendre les jeunes gens aptes à occuper les emplois de l'avenir. Outre le fait que la formation ne doit jamais être liée de manière unidimensionnelle aux exigences de l'économie, cette approche n'est juste que dans une mesure très limitée. Quiconque ne veut former que les compétences oublie que celles-ci ne peuvent jamais être une fin en soi, mais seulement un moyen pour acquérir les connaissances et pour savoir traiter les questions qui caractérisent notre culture avec toutes ses tensions la déterminant à l'avenir. Hegel savait déjà que l'esprit libre et curieux des jeunes gens a besoin d'une matière pouvant

le nourrir, l'aiguiser, l'allumer, le faire grandir et travailler. Cette matière, c'est-à-dire la question de ce qu'il faut apprendre et transmettre, devrait se trouver au centre des débats sur la formation et l'enseignement. Il ne suffit pas de se préoccuper de la forme organisationnelle, de la composition sociale, des aides techniques avec lesquelles on apprend ou on n'apprend pas. Quiconque apprend des choses erronées de manière individualisée et avec accompagnement à l'aide de son ordinateur portable n'en tire aucun profit.

#### La «numérisation» n'est pas une bonne préparation au monde du travail

Dans le battage médiatique actuel sur la numérisation de la formation, une telle situation peut se constater. Outre toutes les objections psychologiques importantes à l'utilisation précoce des appareils numériques dans l'enseignement et l'indication tout aussi importante que l'utilisation critique de l'Internet, des réseaux sociaux et du monde numérique est nécessaire à juste titre comme condition préalable devant avoir son fondement dans le monde analogique, il y a surtout une donnée contredisant la thèse de la préparation au monde nouveau du travail par la numérisation de l'enseignement. Numériser signifie automatiser tout ce qui peut être automatisé, mettre en réseau tout ce qui peut être mis en réseau. Bien qu'une poignée de techniciens et d'experts sera toujours nécessaire pour maintenir ces technologies, les jeunes disposant de connaissances et de compétences ne pouvant être numérisées ou accompagnant l'automatisation de manière critique et réfléchie auront les meilleures chances sur les marchés du travail de l'avenir. La véritable tâche de la politique de formation actuelle consisterait à rechercher un concept qui pourrait très bien être fondé sur l'idée d'une éducation humaine.

#### Mais qu'est-ce que la formation en réalité?

Bien sûr, il ne faut pas se fier à l'idée de la formation pour résoudre tous les problèmes de ce monde et de son avenir. L'éducation n'est pas un substitut séculier aux promesses de salut faites par les religions, même si le geste du rédempteur est souvent utilisé par les experts de la formation. Mais la formation ne doit pas non plus se réduire à des mesures d'évaluation étroites, à des procédures de certification formelles, à des concours artificiels inutiles, à une répartition idéologique des possibilités, à une augmentation du nombre de diplômés à tout prix et à une production effrénée de compétences. La formation est liée au développement de la personnalité, à la transmission des fondements spirituels sur lesquels repose notre civilisation et aux connaissances, techniques et capacités qui sont absolument nécessaires pour s'orienter dans cette société et contribuer à façonner son avenir comme citoyens sûrs d'eux et responsables. La formation a donc toujours à voir avec l'élaboration de normes, ce qui inclut certainement l'examen critique des œuvres canoniques, des textes et des théories. L'idée d'exigences peut donc être réactivée, des objectifs peuvent être fixés et des connaissances peuvent être transmises et testées – non pas pour satisfaire des critères de tests ou de compétences, mais parce que la logique d'une chose, la revendication d'un contenu, la structure d'un objet, l'urgence d'un problème le requièrent. Quand il s'agit de la formation, toute personne sérieuse et responsable doit s'abstenir de toute rhétorique de compétitivité rituelle et de tout état d'esprit superficiellement empathique et pseudo-pédagogique.

#### Renforcer l'être humain pour qu'il devienne humain

Toutes les connaissances, toutes les compétences acquises et mises en pratique au cours d'un processus de formation ne servent pas seulement à intégrer une personne dans un monde donné de technologie et d'économie, mais sont aussi des conditions préalables à la formation d'une personne responsable. En fin de compte, la formation, selon un mot du pédagogue critique injustement oublié *Heinz-Joachim Heydorn*, reste la démarche de rendre humain l'être humain, une entreprise qui, contre toute forme de formation unilatérale, de qualifications professionnelles et de culture des talents orientée sur le marché, a pour but une réelle humanité, une expérience dont on ne sait si elle pourra réussir. Mais c'est la seule initiative qui vaut la peine d'être tentée. •

(Traduction *Horizons et débats*)

# Engagement humanitaire en médecine

par Renate Dünki et Elisabeth Nussbaumer



Avec le livre «Die erste Zürcher Ärztinnen» [Les premières femmes médecins zurichoises], publié en 2018, nous sommes tombées sur une publication stimulante pour l'époque actuelle.

L'auteure, Heidi Thomann Tewardson, a fait des recherches sur la biographie des quatre femmes médecins avec amour et grand soin. Elle a réussi à créer une image vivante de ces femmes à leur époque, la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, lorsque la médecine prenait un dangereux tournant lourd de conséquences vers l'hygiène raciale. Les jeunes femmes médecins ne suivirent pas cette idéologie fatale. En tant que femmes médecins – chacune à sa manière – elles s'engagèrent inconditionnellement pour le bien-être des patients dans leur environnement social de travail – bien au-delà de ce que l'on attend généralement d'un médecin. A l'âge de 16 ou 17 ans, toutes les quatre ont choisi, pour leur époque, un parcours de vie inhabituel et courageux. Elles sont devenues médecins dans le but de servir leurs semblables en détresse.

## Ida Hilfiger-Schmid – radicalement au service de la santé des mères et des enfants

Ida Hilfiger-Schmid (1867–1951) a ouvert son propre cabinet médical en 1894. C'était une excellente diagnosticienne et bientôt un médecin bien connu et recherché. Dans son travail s'exprimait une compréhension particulière des circonstances sociales, constituant souvent un lourd fardeau pour les femmes. Son engagement social se reflète entre autres dans son travail médical à la *Schweizerischen Pflegerinnenschule* [école d'infirmières suisse], notamment au département de gynécologie et d'obstétrique. (Historiquement, la *Schweizerische Pflegerinnenschule* est considérée comme un jalon dans la prise en charge moderne des malades et des nécessiteux.) Ida Hilfiger-Schmid a travaillé pendant de nombreuses années au sein d'associations et d'institutions sans but lucratif ayant pour mission d'améliorer la situation des femmes, des mères et des enfants. Elle s'y engageait comme conférencière très recherchée sur des sujets socio-médicaux et fut co-fondatrice du «Verein für Mutter- und Säuglingsschutz» [Association pour la protection des mères et des nourrissons]. En 1911, elle fonda le premier refuge pour filles-mères (aujourd'hui «Inselhof Triemli»), donc pour femmes enceintes célibataires. Cette institution sauva à l'époque de nombreuses vies des mères et des enfants, car les mères célibataires étaient très souvent expulsées de leur famille et de la société, et les enfants illégitimes avaient peu de chances de survie. Les jeunes mères recevaient également gratuitement des conseils et de l'aide concernant les soins d'hygiène et l'alimentation adéquate de leur nourrisson dans un centre de maternité de conseils spécialement créé. Comme Ida Hilfiger-Schmid le souli-

gnait souvent, la meilleure protection pour les femmes est leur amour pour leur enfant. Tout doit donc être fait pour renforcer ce lien. Pour elle, l'estime de la vie humaine dépassait de loin l'intérêt d'un soi-disant «patri-moine génétique sain».

## Pauline Gottschall – première femme médecin issue de la paysannerie et «Soleil d'Aussersihl»

Pauline Gottschall (1867–1932) a commencé sa carrière professionnelle comme médecin assistant dans les cliniques psychiatriques de Rheinau et Burghölzli. Dans des conditions de travail exigeantes, elle a eu beaucoup de succès en s'occupant de femmes et d'hommes agités. Souhaitant pouvoir apporter une aide plus efficace et plus large, elle abandonna cette activité au bout de quelques mois et ouvrit un cabinet de médecine générale dans le quartier populaire d'Aussersihl en ville de Zurich. Pauline Gottschall allia une grande compétence et efficacité dans sa profession à une sympathie sincère et un dévouement sans faille envers tous ses patients. C'est pourquoi elle reçut la visite de nombreux patients de près et de loin dans son grand cabinet qu'elle dirigea pendant 38 ans. Sa manière simple et humble et son humour joyeux ont certainement contribué à la guérison de ses patientes. Cela lui a valu le nom de «Soleil d'Aussersihl».

## Jenny Thomann-Koller – une excellente chercheuse

Jenny Thomann-Koller (1866–1949) est issue d'une famille intellectuellement et politiquement intéressante et dut assumer très tôt, en tant qu'aînée, la responsabilité pour ses quatre frères et sœurs. Sa mère lui conseilla de faire des études de médecine et lui présenta la première femme médecin suisse, le Dr Marie Heim-Vögtlin (1845–1916). Jenny Thomann-Koller termina ses études en 1892. Après avoir travaillé pendant sept mois comme médecin assistant à la Charité à Paris, elle fit des remplacements dans la *clinique psychiatrique de Rheinau*. Là, on lui confia environ 700 (!) patients. En 1895, elle obtint son doctorat. Dans le cadre de sa thèse strictement empirique intitulée «Beitrag zur Erblichkeitsstatistik der Geisteskranken im Kanton Zürich. Vergleichung derselben mit der erblichen Belastung gesunder Menschen durch Geistesstörung u. dgl.» [Contribution à la statistique héréditaire des malades mentaux du canton de Zurich. Comparaison de celle-ci avec la charge héréditaire des personnes en bonne santé ayant des troubles mentaux], elle a prouvé l'effet d'un «facteur régénérateur». Avec ses analyses, elle se distanca de la théorie idéologique de la dégénérescence et de la disposition, qui y est associée, à prendre des mesures eugéniques. Bien qu'elle vénérait le psychiatre August Forel en tant qu'enseignant et professeur, elle adopta une attitude indépendante, différen-

ciée et critique envers l'eugénisme. Dans les années 1890, elle ouvrit son propre cabinet de gynécologie et de pédiatrie et s'occupa de ses patientes non seulement sur le plan médical mais également sur le plan humain, indépendamment de leur statut. Jenny Thomann-Koller faisait également partie des médecins chefs de l'École d'infirmières suisses, où elle travailla sans rémunération, selon ses convictions sociales.

## Josefine Fallscheer-Zürcher – médecin et bienfaitrice en Orient

Josefine Fallscheer-Zürcher (1866–1932) décrit ses parents comme «des gens très doués, pleins de caractère, qui menaient une grande, belle et libre vie dans des circonstances étroites et petites». Suite aux soins affectueux de ses parents, elle grandit pour devenir une jeune fille active et pleine d'imagination. En raison de la mort prématurée de son père, elle passa sa jeunesse dans un orphelinat. Pas encore âgée de 16 ans, elle entra au séminaire pour enseignants, malgré la résistance du père de l'orphelinat, afin d'avoir accès aux études de médecine. Durant sa période d'assistance chez Charcot à Paris, elle développa une attitude critique et indépendante envers la nouvelle méthode de traitement par hypnose. Car elle ne voulait pas exercer de pouvoir sur autrui, mais travailler avec encouragement et compréhension. Dans son mémoire «Jeanne d'Arc: d'un point de vue psychologique et psychopathologique», elle s'est penchée sur les circonstances sociales et politiques individuelles de cette visionnaire et a poursuivi une approche culturelle-anthropologique et socio-psychologique. Après des efforts infructueux pour trouver, en tant que femme, un emploi en psychiatrie et après avoir fait des remplacements à divers endroits, Mme Fallscheer-Zürcher a courageusement posé sa candidature pour un poste médical dans une région lointaine du monde. Lorsque l'«Association allemande d'aide à l'Arménie» fut à la recherche d'un chirurgien chrétien, elle s'est portée volontaire pour servir ce peuple malheureux et persécuté. Ce fut le début de sa vie en tant que médecin en Orient, qu'elle a menée pendant plus de 30 ans en renonçant à une carrière aux côtés de son mari. Durant sa vie en Orient, elle dut faire face à de nombreux dangers, maladies et défis. Ce n'est qu'à un âge avancé que Mme Fallscheer-Zürcher trouva le temps de décrire le cas d'une jeune Arménienne atteinte d'une psychose due à des expériences horribles. Ce n'est que par des soins continus dans la maison des Fallscheer-Zürcher que cette patiente et son fils purent mener une vie normale et sensée. Tout aussi impressionnante que l'histoire médicale de la mère est la description de l'aide apportée au fils, qui au départ semblait être idiot. Au début, l'enfant ne savait ni parler, ni rire, ni pleurer. Mme Fallscheer-Zürcher décrivit avec compassion et de manière sensible la transformation de cet enfant trau-

maté et «autiste» au comportement difficile en un élève en bonne santé et finalement en un ingénieur géomètre de l'Etat britannique au grade d'officier, devenu adulte, mari et père, capable de mener sa vie et de faire preuve de bon sens dans toutes situations. Avec la description de ce cas, cette femme médecin et psychiatre s'oppose aux tendances dominantes au sein de la psychiatrie de se limiter à des catégorisations.

Notre société actuelle fait face à une tâche comparable, à celle des «premières femmes médecins zurichoises» se trouvant devant le défi de leur époque, de développer et de vivre un point de vue éthique indépendant à l'encontre d'un darwinisme social de plus en plus répandu et accompagné d'une idéologie de l'éradication eugénique de la vie «indigne». La pensée néolibérale avec la primauté de l'argent et du pouvoir affecte tous les domaines de la vie. Cela est visible, par exemple, dans la politique scolaire ou dans une politique de santé à but lucratif. Impensable il y a quelques années, les médecins se trouvent actuellement confrontés à l'obligation d'aider les gens à se suicider (pour ne citer que la pointe de l'iceberg). Eux aussi sont mis au défi de développer, représenter et pratiquer une attitude indépendante et éthiquement responsable malgré l'influence incessante des médias grand public allant dans une autre direction. Cela s'applique également à nous tous. Les quatre femmes médecins décrites dans le livre, qui ont courageusement emprunté une voie humaine, peuvent servir de modèles.

Thomann Tewardson, Heidi. *Die ersten Zürcher Ärztinnen. Humanitäres Engagement und wissenschaftliche Arbeit zur Zeit der Eugenik. [Les premières femmes médecins de Zurich. Engagement humanitaire et travail scientifique à l'époque de l'eugénisme]* Editions Schwabe, Bâle 2018.

(Traduction Horizons et débats)



ISBN 978-3-7965-3750-9

## Interdire globalement la publicité, la promotion et le parrainage pour les produits du tabac et de la nicotine!

Lettre ouverte aux conseillers fédéraux MM. Ueli Maurer (Président de la Confédération), Alain Berset (Chef du DFI) et Ignazio Cassis (Chef du DFAE)

Concerne: «Diminution des risques – stratégie inefficace contre le tabagisme»; résiliation du contrat de parrainage du DFAE avec Philip Morris pour l'exposition universelle à Dubai 2020

Berne, 9 août 2019

Messieurs les Conseillers fédéraux, Nous vous sommes très reconnaissants d'avoir procédé à la résiliation du contrat de parrainage avec Philip Morris International (PMI). Ce parrainage du Pavillon suisse à Dubai 2020 par le cigarettier installé à Lausanne, fait connu du public depuis juillet, était pour nos sociétés spécialisées, incompréhensible et inacceptable. Nous aimerions clarifier par ces lignes, les raisons pour lesquelles un soutien à l'industrie du tabac par notre pays est à décliner de manière générale:

- Les agissements de cette industrie sont en contradiction flagrante avec les intérêts de la population suisse, car ils portent atteinte à la santé. Outre une grande souffrance et des maladies, elle cause à notre système de santé des coûts

énormes de plusieurs milliards par an, évitables, et qui sont largement supérieurs aux douteux avantages économiques pour le pays.

- La collaboration de l'Etat avec des firmes de tabac est en contradiction avec l'intention du Conseil fédéral de faire ratifier la *Convention cadre de la lutte contre le tabagisme* (CCLAT) de l'OMS par le Parlement, convention signée par le conseiller fédéral Pascal Couchepin en 2004. La CCLAT prévoit que la publicité, la promotion et le parrainage pour les produits du tabac et de la nicotine soient interdits, notamment le sponsoring international, et que les mesures de prévention soient protégées contre leur sabotage par l'industrie. Actuellement le Parlement traite le projet de loi sur les produits du tabac en vue de la ratification de la CCLAT.
- L'aide étatique aux multinationales du tabac qui aurait reçue par ce contrat de parrainage son couronnement officiel mondialement visible, contredit les efforts de la Suisse de contribuer au développement durable par sa collaboration

internationale notamment avec les organisations de la Croix-Rouge et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Un argumentaire des raisons pour lesquelles le Conseil fédéral ne devrait pas se présenter avec l'industrie du tabac, également à l'avenir, est joint à cette lettre (cf. édition en ligne du Bulletin des médecins suisses). La stratégie «Diminution des risques» poursuivie par Philip Morris est un moyen inefficace dans la lutte contre le tabagisme, comme vous pouvez le constater dans l'article joint «Diminution des risques – stratégie inefficace contre le tabagisme», paru récemment dans le Bulletin des médecins suisses.<sup>1</sup>

Avec nos remerciements pour votre attention et dans la confiance que les Chambres fédérales avec les autorités et les politiciens avisés adopteront une loi sur les produits du tabac efficace pour la protection de la jeunesse et ratifieront la Convention cadre de l'OMS.

Avec notre haute considération:  
Au nom de la Société suisse de pneumologie (SSP),

de la Société suisse de pneumologie édiatrique (SSPP),  
de la Société suisse de cardiologie (SSC),  
de la Société suisse de cardiologie pédiatrique (SSCP),  
de la Société suisse d'oncologie médicale (SSOM),  
de la Société suisse d'oncologie pédiatrique (SSOP)  
et de la fondation Recherche suisse contre le cancer (RSC)

Prof. J. Barben,\* PD Dr. M. Schuurmans,\*  
Dr. A. Zürcher,\* Dr. R. Kälin,\* Dr. T. Schmid,\*  
Dr. D. Stambach (Président SSCP),  
Prof. C. Barazzone (Présidente SSPP),  
Prof. J. Hammer (Past-Président SSPP),  
Prof. G. Pedrazzini (Président SSC),  
Prof. L. Nicod (Président SSP),  
Prof. M. Borner (Président SSOM),  
Prof. R. Ammann (Président SSOP),  
Prof. emer. T. Cerny (Président RSC)

\* Membres du Special Interest Group Prevention (Tabac/environnement) de la SSP

(Traduction Horizons et débats)

<sup>1</sup> Barben, J., Schuurmans, M., Zürcher, A. et al. Diminution des risques – stratégie inefficace contre le tabagisme. BMS 2019;100(31–32):1041-4.